



POLYTECH[®]
TOURS
Département
Aménagement et Environnement

CITERES
UMR 6173
Cités, Territoires,
Environnement et Sociétés



Ecole d'ingénieurs
polytechnique
de l'université de Tours

Equipe IPA-PE
Ingénierie du Projet
d'Aménagement, Paysage,
Environnement

Projet de Fin d'Etudes

LA PARTICIPATION DES JEUNES DANS LES PROJETS URBAINS EN



Expertise Citoyenne pour le logement
Limites, Intérêts et Perspectives



2014 – 2015

Directrice de recherche

BRESSON Sabrina

ROYFE Adrien

La Participation des Jeunes aux projets urbains en région Centre

Directrice de recherche

BRESSON Sabrina

2014 – 2015

ROYFE Adrien

AVERTISSEMENT

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

L'auteur (les auteurs) de cette recherche a (ont) signé une attestation sur l'honneur de non plagiat.

FORMATION PAR LA RECHERCHE ET PROJET DE FIN D'ETUDES EN GENIE DE L'AMENAGEMENT

La formation au génie de l'aménagement, assurée par le département aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme et de l'aménagement, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et de techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants-chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer toute ou partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

Afin de valoriser ce travail de recherche nous avons décidé de mettre en ligne les mémoires à partir de la mention bien.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier ma tutrice de projet de fin d'études Sabrina Bresson, chercheuse en sociologie au sein d'ECLIPS.

Ainsi que :

- **Mickaël Clément, de l'association Résoudre,**
- **Sylvie Tur, directrice de l'APSER,**
- **Cyril Carto, directeur du FJT de Tours.**

Et l'ensemble des personnes (mes camarades) qui m'ont soutenu lors de l'élaboration de ce document.

SOMMAIRE

TABLE OF CONTENTS

AVERTISSEMENT	4
FORMATION PAR LA RECHERCHE ET PROJET DE FIN D'ETUDES EN GENIE DE L'AMENAGEMENT	5
REMERCIEMENTS.....	7
SOMMAIRE	8
PARTIE 1 : ÉTAT DE L'ART	9
Introduction	10
1. La participation.....	11
a. <i>L'injonction à la participation : dispositifs institutionnels et raisons de participer</i>	12
b. <i>Les limites de la participation</i>	16
c. <i>Citoyenneté et « participation ordinaire »</i>	20
Conclusion	22
2. La jeunesse	23
a. Qu'est-ce que la jeunesse ?	23
b. Les difficultés de la jeunesse	23
c. Une jeunesse reflet d'une société	24
d. Les jeunes et la participation	26
Partie 2 : Réflexion et méthodologie	29
1. Problématisation et hypothèse	30
2. Cas d'études et méthode de travail	30
Partie 3 : Enquêtes et analyses	35
Bibliographie	46
Annexes.....	50

PARTIE 1 : ÉTAT DE L'ART

Introduction

Ce mémoire fait partie du programme de recherche ECLIPS, de l'Université François Rabelais de Tours, dirigé par Sabrina BRESSON, Chercheure en sociologie. Ces dernières années ECLIPS s'est attaché à étudier la participation des habitants (ses limites et ses perspectives) dans le domaine spécifique de la production de logements.

Cependant ECLIPS et d'autres chercheurs en sociologie ont pu mettre en évidence, que la participation ne fonctionnait pas et de plus, malgré qu'elle soit potentiellement accessible à tous, certaines catégories de population, telle que les jeunes, les classes populaires, les immigrés et les femmes, ont du mal à se faire entendre au sein des instances de participation. Ce mémoire portera sur une catégorie particulière, celle des jeunes. Celle-ci n'a pas encore été abordée dans les recherches d'ECLIPS.

Depuis les attentats du 7 janvier en France, et surtout depuis le discours de Manuel Valls qui en a suivi, les jeunes, notamment ceux « des quartiers », sont devenus la priorité du gouvernement. Par ailleurs quelques années auparavant des actions avaient été mises en place pour faciliter l'insertion de cette jeunesse dans la société et dans le débat politique.

Pour cela, dans un premier temps, une étude du cadre de recherche présentera le contexte général du sujet de recherche en établissant un état des lieux des notions de participation et de la jeunesse.

Dans un second temps, la réflexion autour de la problématisation et des hypothèses sera détaillée et j'exposerai la méthodologie retenue aux cours de ce projet de fin d'études.

Dans un troisième temps, l'étude sera faite à partir d'entretien auprès d'acteurs du monde social du quartier de politique de la ville, de la Rabière situé à Joué-lès-Tours.

1. La participation

La participation citoyenne aux projets urbains a vu le jour dans les années 1960, période « de luttes urbaines et de contestations étudiantes » (BLONDIAUX & FOURNIAU, 2011, p11) et de volonté d'une « démocratie participative » (BLONDIAUX & FOURNIAU, 2011, p11).

La notion de participation dans la politique de la ville n'est pas des plus récentes, mais n'est pas la plus répandue non plus. En effet par le passé il n'existe que quelques exemples et ceux-ci ont été initiés par les habitants eux-mêmes.

Les années 1960-1970 voient l'apparition des GAM, les Groupes d'Action Municipale. Apparue en 1963 à Grenoble, ils basent leur politique sur la démocratie participative des citoyens. À cette époque ils considéraient que les partis politiques ne fournissaient pas de réponse adaptée aux besoins sociaux du moment. Les GAM se positionnent notamment sur les questions d'urbanisme, de politiques culturelles et de participation citoyenne à la démocratie. En 1971, on dénombrait 150 Groupes d'Action Municipale dans toute la France.

Mais l'exemple le plus marquant est celui de la rénovation du quartier de l'Alma-Gare à Roubaix, période de luttes urbaines. Projet initié dans les années 1970, la municipalité avait d'abord prévu d'établir le projet et de faire les travaux sans l'avis de la population. Mais les habitants du quartier se sont soulevés contre cette initiative, en créant en 1974 un atelier public d'urbanisme, animé par les habitants et les architectes du projet. Cette initiative a permis aux habitants de reprendre la main sur le projet et d'établir de concert avec la ville des plans qui satisfaisaient l'ensemble des parties concernées.

En 2003, Jean-Louis BORLOO, alors ministre chargé de la Ville et de la Rénovation Urbaine, crée l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), chargée de mettre en place le Plan National de Rénovation Urbaine (PNRU). Le PNRU a pour objectif de financer la rénovation de quartiers dits 'fragiles', classés en Zones Urbaines Sensibles (ZUS).

Ainsi on peut voir qu'entre les années 1970, apogée de la participation citoyenne et son renouveau au début des années 2000, il y a eu un changement de polarité. On est passé d'une logique ascendante (bottom-up) des années 1970, à une logique descendante (top-down), des années 2000, initiée par les pouvoirs publics.

a. L'injonction à la participation

Les dispositifs institutionnels :

La démocratie participative est « l'ensemble des procédures, instruments et dispositifs » (RUI, 2013, p1) mis en place par les politiques ou par les habitants eux-mêmes, afin que les citoyens puissent prendre part aux débats publics. La participation de la population peut s'effectuer au sein de différentes institutions comme :

- les budgets participatifs : sont apparues à Porto Alègre en 1989. Ils permettent à des citoyens non élus d'être associés à la définition des finances publiques. Outils pouvant être extrêmement puissant, ils doivent être établis à une certaine échelle : arrondissement, ville, ou région (La Gazette des Communes, 2012).

- les conseils de quartiers et de développement : sont une « instance participative permanente rassemblant les citoyens à l'échelle d'un quartier en vue d'exprimer leur point de vue sur toute question relative aux affaires du quartier. » (BIRCK, 2013). Apparue dans les années 1960 – 1970, les conseils de quartiers étaient à cette époque une initiative des habitants. Abandonnés dans les années 1980, les conseils de quartiers connaissent un nouvel essor au début des années 2000, avec la loi « démocratie de proximité » datant de 2002, qui « institue une véritable obligation de participation citoyenne à l'échelle du quartier » (BIRCK, 2013, p2) dans les villes de plus de 80 000 habitants, comme prévoit l'article L2143-1 du Code général des collectivités territoriales, laissant à la charge du conseil municipal, la délimitation des quartiers, « la dénomination, la composition et les modalités de fonctionnement » (BIRCK, 2013, p2), de plus l'allocation d'un budget et d'un local est aussi de la responsabilité de la commune.

Ces nouveaux conseils de quartiers remettent en cause les valeurs fondamentales exprimées dans les années 1970. À cette époque, les conseils de quartiers se formaient de manière spontanée et étaient animés par les habitants du quartier eux-mêmes, leur but étant d'interpeller le pouvoir politique. Aujourd'hui, comme le dit Jean-Nicolas BIRCK, nous sommes plutôt dans « une participation octroyée et encadré par les responsables politiques ». Encadrés par la loi, les conseils de quartiers ont de nos jours « qu'un rôle consultatif sur des enjeux micro-locaux » (BIRCK, 2013, p2). De plus on constate que les conseils de quartiers sont « désertés par les citoyens » (BIRCK, 2013, p2).

Cependant ces instances offrent la possibilité d'une rencontre entre élus, experts et citoyens. Par ailleurs il est demandé aux habitants souhaitant s'exprimer de le faire avec argumentation

et que leur discours doit porter sur un sujet d'intérêt général et non sur un intérêt particulier, le but étant de faire profiter l'ensemble de la communauté. Les conseils de quartiers permettent aussi une meilleure information du citoyen sur les projets municipaux car les élus y sont contraints, ainsi s'opère une meilleure transparence envers les habitants.

Malgré la possibilité donnée aux citoyens de prendre la parole, il est vrai qu'il est nécessaire d'être en capacité de le faire tant qu'au niveau de l'élocution, qu'au niveau du contenu politique, qu'il est indispensable d'acquérir au préalable. Ainsi « les conseils de quartiers sont donc souvent composés d'une majorité de militants associatifs ou politiques, de citoyens détenant une expertise professionnelle en lien avec les compétences débattues (urbanisme, architecture, transports...) ainsi que des retraités » (BIRCK, 2013, p3). De plus, que ce soient les jeunes ou les classes populaires, ces types de populations ne sont pas représentés dans ces instances, ce qui pose la question du réel intérêt général revendiqué par les élus, lors des délibérations de conseils de quartiers.

En conclusion les conseils de quartiers servent de prétexte aux élus qui sont en recherche de légitimité et d'image tout en gardant le contrôle sur les débats. S'ajoute à cela, sous couvert de problèmes d'organisation, – notamment des horaires inadaptés ou encore la forme des réunions – une sorte de ségrégation de la population en n'intégrant pas l'ensemble des citoyens des quartiers.

- les jurys citoyens : sont des groupes d'environ 25 personnes, tirées au sort, formulant des recommandations sur un sujet de politique publique à l'issue d'un processus d'information et délibération. (VERGNE, 2013). D'aucuns estiment qu'un groupe de 25 personnes est trop faible et qu'il n'est pas représentatif de la population. Mais le faible nombre permet des échanges plus nombreux et donc un meilleur débat. De plus il semblerait que les classes moyennes soient en nombre très important au sein des jurys de citoyens.

Par ailleurs on a pu remarquer que dans certains cas les experts intervenant auprès du groupe avaient la possibilité de donner leurs opinions, mais aussi que les animateurs du jury pouvaient orienter dans un sens ou dans l'autre le débat. En ce qui concerne l'impact du processus, il semblerait que « plus le sujet est concret et de court-terme, plus il semble que les recommandations citoyennes aient un impact direct (par exemple des propositions concernant la rénovation d'un quartier) » (VERGNE, 2013, p3). Enfin il a été observé qu'à la suite des jurys citoyens, certains participants s'engageaient en politique et poussaient leurs recommandations pour qu'elles soient mises en place.

- les procédures de concertation et de débat public : « sont un processus de construction collective de visions, d'objectifs, de projets communs, en vue d'agir ou de décider ensemble, qui repose sur un dialogue coopératif, entre plusieurs parties prenantes, et vise à construire de nouvelles coordinations autour d'un ou plusieurs objets problématiques. » (BEURET, 2013, p1).

Les procédures de concertation mises en place par les pouvoirs publics ne font, pour la plupart du temps, appel qu'à des personnes publiques. Dans cette situation il y a concertation sans participation (BEURET, 2013, p3).

« La concertation peut exister hors des formes de gouvernances mais à l'inverse, la gouvernance mobilise très généralement des formes de concertation » (BEURET, 2013, p3).

L'ouverture au débat public permet la participation, à la vie de la cité, de l'ensemble des habitants d'une ville, qu'ils soient des électeurs, « des enfants ou [encore] des sans-papiers » (Rui, 2013, p. 1).

La démocratie participative peut concerner l'ensemble des processus suivants :

- publics de discussion,
- de décision,
- de gestion et de contrôle.

Mais alors quel est l'intérêt des pouvoirs publics de faire participer la population ? On voit bien qu'il y a eu un certain déclin de la démocratie participative, même du côté des citoyens et que ce renouveau de la participation n'est pas du à ces derniers.

Pourquoi faire de la participation ?

Les différents écrits des chercheurs sociologues mettent en évidence les effets que la participation peut avoir sur la vie de la cité. Par certains, elle est vue comme « un instrument de modernisation de la gestion publique [et] de gouvernance de l'action publique ». Pour d'autres la participation sert à la contestation des injustices sociales. Enfin certains considèrent que la participation sert à acheter la paix sociale en légitimant les décisions politiques (BLONDIAUX & FOURNIAU, 2011, p16).

Mais alors, quelle influence a la participation des habitants sur les décisions des élus lors de la mise en place d'un projet ? Pour BHERER, la participation ne sert qu'à « l'apprentissage des

acteurs déjà en place et à redéfinir leurs relations [plutôt] qu'à transformer les citoyens en « acteurs » véritables de la décision publique » (BLONDIAUX & FOURNIAU, 2011, p24). En effet, l'apport des différents savoirs – qu'ils soient d'usage ou professionnel – par le citoyen, enrichissent les connaissances des élus et des techniciens.

Dans son article « *La démocratie participative, sous conditions et malgré tout* », Loïc BLONDIAUX met en avant les raisons pour lesquels il est nécessaire de mettre en place des processus de participation.

« La participation comme...

- *...opérateur de reconnaissance politique* ». La participation permettant aux différents types de populations de s'exprimer favorise l'acceptation et la reconnaissance d'un discours politique dans le sens de l'« ensemble des affaires publiques » (PETIT ROBERT).

- *...justice sociale* ». Les dispositifs participatifs ont cette particularité de donner la possibilité aux citoyens de s'adresser directement aux élus. Ils ont pour vertu « de rapprocher les citoyens du pouvoir politique, d'informer la population, d'instaurer une pédagogie efficace mais nullement de contribuer à améliorer le sort des populations les plus défavorisées » (BLONDIAUX, 2007, p125).

- *...une arme de contestation* ». Même si les procédures de participations sont mises en place par les élus et les techniciens, la remise en cause et la critique du dispositif sont possibles. Ainsi les collectifs d'habitants ou les personnes à titre individuel peuvent prendre la parole et contester les projets présentés ou encore le mode de fonctionnement de l'assemblée.

- *...un moyen de contrôle de l'action publique* ». La mise en place des dispositifs de participation permettent un contrôle de la part des citoyens sur les projets politiques, surtout lors de l'élaboration des budgets participatifs. Ils permettent l'élaboration commune, entre habitants et élus, des budgets d'une commune. En conséquence, le citoyen a un pouvoir de contrôle sur la gestion de l'argent public.

- *...un élément de transformation politique* ». Même si cela semble difficile ou parfois impossible, car les décisions semblent déjà avoir été prises, la mise en place des procédures de participations peuvent parfois laisser l'opportunité à l'inflexion du pouvoir décideur par les arguments des citoyens.

b. Les limites de la participation

La notion de savoir citoyen a été introduite en opposition au savoir institutionnel réservé aux techniciens et aux élus. Ce concept est utilisé plus particulièrement lors de processus de démocratie participative lorsque l'on veut faire appel à l'opinion ou au savoir de l'habitant d'un territoire (NEZ, 2011).

Le savoir citoyen est de plus en plus prégnant dans la société d'aujourd'hui car il vient dans le sillage de la perte de pouvoir des élites où seules les personnes au fait de la problématique et éduquées étaient considérées comme ayant le savoir et étant en position de répondre à la question. Aujourd'hui et notamment grâce à l'émergence et à la démocratisation, depuis une vingtaine d'années, des nouvelles technologies telle qu'Internet, permettent l'accessibilité en instantané à toute l'information et au savoir sur de multiples sujets. « Internet a créé des pratiques nouvelles d'accès au savoir, Wikipédia en est un exemple... » (MOATTI, 2008, p1). Souvent critiqué pour son manque de contrôle sur la véracité du contenu qui est proposé, le site Web accueille en France environ 8 millions d'utilisateurs par mois (MOATTI, 2008, p1), allant du simple utilisateur « lambda », au monde éducatif, en passant par les journalistes.

Dans son article *Du savoir d'usage au métier de citoyen*, 2008, SINTOMER met en évidence trois grands types de savoirs citoyens qui peuvent être mis en pratique par les habitants lors de processus de démocratie participative. Les trois types de savoirs définis par SINTOMER révèlent une gradation dans les connaissances et les savoir-faire à utiliser par le citoyen. Chaque catégorie va renfermer une part de la population, mais cette répartition n'est pas figée, elle peut évoluer avec le temps. Cette évolution est à mettre en corrélation avec le désir d'apprendre et le degré d'investissement de chaque individu lors de processus démocratiques, mais aussi aux connaissances à mettre en avant par le citoyen dépendant de ce qui lui est demandé au moment venu.

Ainsi :

- Le bon sens « *est la capacité de distinguer le vrai du faux, d'agir raisonnablement ; ensemble des opinions dominantes dans une société donnée.* » (Le Petit Larousse, 2010). Ou encore, la « *capacité de bien juger, sans passion, en présence de problèmes qui ne peuvent être résolus par un raisonnement scientifique.* » (Petit Robert, 2002). Souvent décrié pour son manque de rigueur scientifique le bon sens n'est que très peu reconnu dans le discours public. C'est alors que « les citoyens munis d'un capital culturel supérieur ou simplement habitué à parler la langue qui convient [...] sont plus à même de se faire entendre que les autres car ils maîtrisent mieux les règles de la 'grammaire de la discussion publique' » (SINTOMER, 2008,

p121). C'est ainsi que les jeunes, les gens issus de la couche populaire, ou de l'immigration ont un discours moins reconnu que celui des autres citoyens. Cependant le bon sens a cette vertu d'égaliser tous les statuts, car en effet chacun a sa propre opinion.

- Le « savoir d'usage » est le savoir le plus mobilisé en urbanisme. Il s'appuie sur l'expérience et l'usage quotidien d'un territoire par ses habitants. La « connaissance de ce savoir permet d'adapter et d'améliorer l'offre politique publique afin qu'elle corresponde davantage aux besoins de ceux auxquels elle s'adresse. » (SINTOMER, 2008, p117). À partir de l'utilisation du « savoir d'usage », un dialogue peut être instauré entre citoyens-citoyens et citoyens-techniciens pour voir l'émergence d'un consensus, et par conséquent, trouver des solutions aux problèmes soulevés lors des réunions publiques qui satisfassent l'ensemble de la population concernée. De cette façon, le « savoir d'usage », ou comme parfois appelé le « savoir local », permet aux « élus de terrain » et au technicien « en contact avec le terrain » d'enrichir leur savoir technique (SINTOMER, 2008).

- L'expertise citoyenne, dans ce cas « il s'agit de reconnaître aux citoyens un statut d'experts de leur quotidien » (SINTOMER, 2008, p121). A vrai dire cette forme de savoir est sans doute la moins questionnée lors des instances de démocratie participative. Et « c'est précisément en tant que non-spécialistes que les citoyens « ordinaires » sont le plus souvent appelés à participer, leur savoir d'usage non formalisé ou leur bon sens étant censé compléter un savoir technique qui serait inadéquat s'il était isolé » (SINTOMER, 2008, p122). Cependant le « savoir professionnel diffus » est de plus en plus présent. En effet il est apporté par des habitants travailleurs qui mettent à profit leurs connaissances professionnelles lors de la réalisation de projets. Un architecte, un travailleur social, ou encore un enseignant peuvent ainsi, utiliser leur fonction professionnelle lors de réunions publiques, où le sujet sera en rapport avec leur travail, dans lesquelles ils interviennent en tant qu'habitant du quartier. Cette dernière forme de savoir est de plus en plus répandue grâce notamment à l'accroissement de l'instruction scolaire et le développement des nouvelles technologies.

Enfin l'« expertise par délégation », donnée par l'État, reconnaît aux associations un savoir technique ou professionnel lorsque l'État ou ses institutions font appel aux associations pour effectuer un travail auprès des habitants. « Le secteur associatif est en effet capable de réaliser certaines tâches mieux que ne le ferait l'État, parce qu'il est plus flexible et moins bureaucratique, parce qu'elles s'appuient davantage sur le savoir d'usage des autres citoyens ou parce que leurs proximités sociales et culturelles avec [les habitants du territoire] leurs facilitent la tâche » (SINTOMER, 2008, p123). Cependant une certaine forme de

professionnalisation ou d'expertise au sein des associations entraîne une distension entre les dirigeants d'associations et les habitants, un phénomène similaire à celui qui se produit entre les élus ou les responsables politiques et les citoyens.

Dans le même article que cité précédemment, Loïc BLONDIAUX met en avant les raisons pour lesquelles il faut se méfier de la participation.

- Le consensus : par définition le but des dispositifs de participation est de trouver une solution qui contentera l'ensemble des citoyens. Sauf que cette idée vient en contradiction avec le système électoral français. En effet en France les élections sont l'opposition de deux camps dont l'un est élu à la majorité absolue. C'est donc la prise de pouvoir d'un parti, qui ainsi met en place la politique qu'il souhaite pendant la durée de son mandat. À contrario, dans le système allemand les alliances pour constituer une majorité sont faites à la suite des élections, de cette façon les partis alliés doivent trouver un consensus sur la politique commune à mener.

- L'asymétrie : renforcement des inégalités sociales. En effet il existe déjà une forme de stigmatisation, puisque la plupart des dispositifs de participation prennent place dans les quartiers de politique de la ville et donc par conséquent ne concernent qu'une frange de la population. Par ailleurs l'asymétrie ou l'inégalité sociale se renforce, comme vu précédemment, quand certaines personnes n'osent pas prendre la parole parce qu'elles pensent qu'elles ne sont pas capables.

- L'apolitisme : contre les groupes organisés. Dans la majeure partie des cas, les dispositifs participatifs recherchent le citoyen dit « lambda » ou « ordinaire » qui pourra apporter son savoir de non-spécialiste. Or, la participation étant un sujet plus de gauche, on se rend compte que la plupart des personnes qui interviennent lors des réunions publiques sont des habitants qui font déjà partie d'une association qui traite des sujets de politiques urbaines ou de social.

- L'artificialité : objet de manipulation. Comme l'explique Arnstein avec son outil de mesure, il existe huit niveaux pour juger des dispositifs de participation mis en place lors de projets urbains. Allant de la manipulation au contrôle total des citoyens, les chercheurs se sont rendu compte que dans la plupart des projets où des dispositifs qui étaient mis en place en France, ces dispositifs ne servaient à rien. Ils sont présentés comme étant de la

participation active du citoyen ; or, la majeure partie ne sont là que pour exposer les mesures envisagées, sans volonté réelle d'un retour de la part des habitants du quartier sur les propositions faites.

- Le simulacre : un trompe-l'œil. L'argument du simulacre est avancé par les acteurs de ces procédures. En effet la façon dont sont mis en place les dispositifs de participation ils ne peuvent avoir aucune influence sur la prise de décision, puisqu'elle reste entièrement à la charge des élus. « Dans ces conditions il n'est pas déraisonnable d'affirmer qu'il ne se joue dans ces forums et ces procédures rien d'essentiel. Pire encore : en formulant des promesses qu'ils ne peuvent pas tenir, ces instruments ne feraient que renforcer le cynisme d'une population déjà revenue de tout. » (BLONDIAUX, 2007, p125).

c. Citoyenneté et « participation ordinaire »

Le terme démocratie implique la notion de citoyen. Au sens strict du terme, le citoyen est : « une personne jouissant, dans l'État dont il relève, des droits civils et politiques, et notamment du droit de vote (par opposition aux étrangers). » (LAROUSSE.FR, 2015)

Un citoyen est une personne qui exerce sa citoyenneté. Une citoyenneté, qui comme l'expliquent M. CARREL et C. NEVEU, 2014, s'exprime selon une multitude de formes et peut être qualifiée de différentes manières. De l'ordinaire à l'urbaine, « la citoyenneté ne peut être que celle d'engagements, de mobilisations, [et] de participation » (M. CARREL et C. NEVEU, 2014, p17). Cependant des auteurs comme ISIN et NIELSEN, font la différence entre « les citoyens actifs » et « les citoyens activistes », les premiers ne faisant que leurs actes de « citoyen ordinaire », payer ses impôts, voter, etc. Ainsi le statut de « citoyens activistes » seraient accessible à tous, même aux étrangers, car les actions de ceux-ci diffèrent des actions « prescrite par la loi » (CARREL & NEVEU, 2014, p19). De cette façon on distingue « deux formes citoyennes (actes et pratiques) comme « ordinaire » ou « extra-ordinaires » » (CARREL & NEVEU, 2014, p21). Comme le suggère P. CORCUFF, à partir du terme « ordinaire » il est ainsi possible de définir trois dimensions. La première étant une dimension cognitive, qui va définir nos actions. La seconde est une dimension contextuelle qui fait référence aux actions de la vie quotidienne, « l'ordinaire est alors synonyme du quotidien » (CARREL & NEVEU, 2014, p22). Enfin la dernière dimension distingue le citoyen ordinaire et le citoyen spécialiste. Comme vu précédemment en opposition au savoir d'expert, les citoyens ordinaires sont dotés d'un « solide bon sens » (CARREL & NEVEU, 2014, p22) et à partir de l'usage quotidien de leur territoire, ils sont capables de mettre en avant leur savoir d'usage, lors de « dispositifs participatifs » (CARREL & NEVEU, 2014, p23).

On pourrait penser que cette forme « ordinaire » de citoyenneté serait suffisante pour les habitants. Cependant comme le précise A. DEBOULET, dans les quartiers de politique de la ville le fait de voter, d'exercer ce rôle de « citoyen ordinaire » n'est pas vécu comme étant de la participation. En effet « le faible nombre d'électeurs mais aussi l'abstention électorale » (DEBOULET, 2014, p167), ne permettent pas à la population de ces quartiers de s'exprimer et donc d'être entendu, sur leurs attentes, par les décideurs politiques. Et malgré la loi Borloo de 2003, « ce phénomène ne semble pas avoir été modifié. » (DEBOULET, 2014, p167).

Mais comme le définit, J. DANZELOT, « la "citoyenneté urbaine" a pour objectif d'augmenter l'égalité des chances, "pour prendre en compte la défaveurs et enrayer les retranchements

dont pâtit une partie de la population en raison de sa manipulation relative dans le territoire urbain.” » (CARREL & NEVEU, 2014, p21).

Conclusion

Présente depuis de nombreuses années, la participation a connue des hauts et des bas ces cinquante dernières années. Passant d'une pratique volontariste à ses débuts, émanant des habitants, à une injonction de la part des pouvoirs publics, à sa résurgence dans les années 2000, on a vu une multiplication des différentes formes de participation mises en place par les élus locaux. Cependant au fil des expériences, il est fait état d'un réel manque d'écoute et de prise en compte de la parole citoyenne par ces mêmes élus qui ont mis en place ces procédures participatives. Il en ressort même, une certaine manipulation des habitants, par des élus qui sont en recherche de légitimation, en se forgeant une image de personne à l'écoute du discours de la population, sans ne l'être vraiment.

À partir des différentes recherches et en particulier celles de Catherine NEVEU, il a été mis en évidence que les catégories de populations participantes aux différents processus de participation mis en place par les élus, étaient pour la majeure partie des personnes issues de la classe moyenne et aussi avec « un fort bagage culturel » (NEVEU, 2013, p8). Excluant ainsi « les jeunes, les populations étrangères et les groupes précaires » (NEVEU, 2013, p8), de toutes formes d'expression directe avec les élus locaux.

Ainsi se pose la question du devenir et du pouvoir d'expression de ces catégories de populations qui n'ont pas une réelle possibilité de prendre la parole dans des institutions qui leurs sont pourtant destinées. Dans la suite de ce mémoire nous allons nous intéresser plus particulièrement, aux jeunes, une catégorie de population qui a du mal à se faire entendre au sein des instances de démocratie participative.

2. La jeunesse

a. Qu'est-ce que la jeunesse ?

Comme le définit Olivier Galland, la jeunesse n'est pas un état, mais plus un passage entre deux âges, celui de l'enfance et celui de l'adolescence. D'un point de vu sociologique c'est « une phase préparatoire à l'exercice des rôles adultes » GALLAND, 2011. De manière démographique les jeunes ont entre 15-25 ans, en tout cas on serait jeune ou l'on ferait partie de la jeunesse jusqu'au jour où l'on quitte le domicile parental. Cette notion démographique tend à s'allonger avec le temps. En effet d'aucuns disent que la jeunesse concernerait une population plus large, âgée de 15 à 30 ans. Plusieurs raisons peuvent expliquer cela. En premier lieu, l'allongement du temps des études. La société leurs demande d'être de plus en plus diplômé avec par conséquent, une entrée tardive dans la vie active et donc, une dépendance vis-à-vis de la sphère familiale plus importante et plus longue qu'auparavant (GALLAND, 2000). Deuxièmement, on remarque que depuis les années 1950, que ce soit aux Etats-Unis ou en Europe la formation d'un foyer familiale se produit de plus en plus tardivement (F. DUBET, 2006, Dictionnaire de la Sociologie – Robert-Seuil).

Par ailleurs la jeunesse est aussi une période d'expérimentation, dans laquelle les jeunes vont s'épanouir pour devenir adulte. « ... Une phase où il faut construire son statut pas à pas, où il faut parfois adapter ses aspirations à des opportunités qui sont plus difficiles à saisir et à définir. C'est ce qui explique fondamentalement que la jeunesse soit devenue une phase de transition plus longue et plus incertaine » (GALLAND, 2011, p3).

b. Les difficultés de la jeunesse

Les jeunes, la jeunesse se définissent aussi par ce qu'ils vivent ou ce qu'ils font. Il y a deux grands types de jeunesses, celle du monde urbain et celle du monde rural. On fait souvent référence aux jeunes des banlieues qui correspondent aux jeunes du monde urbain, mais très peu souvent aux jeunes issus du monde rural. Or, ces deux grandes familles, qui n'ont, apriori, pas beaucoup d'interactions entre-elles, peuvent dans bien des situations vivre ou subir les mêmes choses. Ainsi comme le souligne le rapport de la région PACA, « un certain nombre de situation vécues par les « jeunes des quartiers » ... sont également partagées par une partie de la jeunesse rurale » (PACA, 2014, p43).

Souvent mise en avant pour leurs mauvais agissements, les jeunes de banlieues vivent au quotidien, ce qu'appelait François Dubet en 1987, « la galère ». Comme l'explique l'auteur

dans son livre *La galère : jeune en survie*, la jeune population, 15-25 ans issus des quartiers semble être totalement déconnectée du système. Les jeunes vivent en parallèle de la société, selon leurs propres règles, en excluant tous les symboles de la République ou institutions représentant ou apparentées à l'État. Il y a une réelle dissension entre les deux parties qui serait du à un « blocage au niveau...des institutions » (PACA, 2014, p7).

La jeunesse perçoit les « sentiments de déni et de mépris » (PACA, 2014, p6) que la société peut avoir envers elle. De plus, ce qui ressort de beaucoup d'enquêtes sur la jeunesse, c'est que les jeunes sont en manque de rêves, d'une utopie commune à l'ensemble de la société, qui pourrait les amener à être optimiste et à vouloir sortir de cette « galère », mais ils ne voient pas d'issues. D'après les chiffres d'une étude de la région PACA menée en 2014, environ 45% des jeunes de 18 à 25 ans, pensent que leur vie sera moins bien que celle de leurs parents. Et 43% pensent que la vie de leurs enfants sera pire que la leur. Un constat amer qui montre le pessimisme de toute une génération qui a le sentiment d'être « [une génération] sacrifiée » (PACA, 2014, p6).

D'après certains sociologues la jeunesse est en manque cruel de reconnaissance de la part de l'ensemble de la société.

Même si la question des jeunes et en particulier celle des jeunes des quartiers, reste au centre des discours et des dispositifs mis en place par les pouvoirs publics, les jeunes ont « le sentiment d'humiliation » et ont ainsi la tentation de « s'enfermer dans sa différence » (PACA, 2014, p9) et de la cultiver. « Plus les jeunes sont désignés comme dangereux, plus ils se mettent en danger et deviennent dangereux à l'égard d'autrui [dans le but] d'exister » (PACA, 2014, p9). Le ressenti de cette stigmatisation sociale permanente leur fait prendre conscience que leur parole n'est pas entendue et « que leur participation à la vie publique [n'est pas possible ou autorisée] » (PACA, 2014, p9). Comme le dit le rapport de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : « il ne suffit pas en effet de rénover et de réhabiliter la ville, pour calmer le sentiment d'injustice et de mépris » (PACA, 2014, p9) que peuvent ressentir les jeunes.

c. Une jeunesse reflet d'une société

En 2015 les 15-25 ans représentent 13% de la population totale de la France, soit 8,61 millions de personnes (INSEE, 2015).

Avec un taux de chômage exorbitant, atteignant les 45% chez les 15-24 ans situé en Zone Urbaines Sensibles (ZUS), contre 23,1% en-dehors des ZUS en 2012 (Rapport 2013,

Observatoire des Zones Urbaines Sensibles, p38). Les jeunes se sentent exclus de la société d'aujourd'hui, et subissent « la galère ».

Les différents niveaux de gouvernances ONU, Union Européenne et l'État français, ont bien reconnu, que ce soit dans leurs documents juridiques ou dans leurs instances, l'importance de la jeunesse et ce qu'elle peut apporter à la société.

La jeunesse et les organisations supranationales

L'Organisation des Nations Unies est l'une des précurseurs dans la place quelle donne à la jeunesse. C'est ainsi quand 1989 les États membres adoptent la nouvelle Convention Internationale des Droits de l'Enfant, celle-ci considère que la participation des jeunes est un droit fondamental (UNICEF, 2011, p4).

Du côté de l'Union Européenne, en 2003 la Charte européenne révisée en faveur de la participation des jeunes, à la vie locale et régionale. De plus en 2009 est lancé « la Stratégie 2010-2018 » qui définit deux grands objectifs. Le premier propose d'avantage de possibilité et d'égalité pour les jeunes dans l'éducation et sur le marché de l'emploi. Le second proclame une citoyenneté active, une insertion et la solidarité pour les jeunes. Cette Charte prévoit des actions à courts et longs termes.

La France au chevet de sa jeunesse

Il faudra attendre 2013 pour voir enfin une action concrète envers les jeunes. Cette année là le gouvernement lance le programme Priorité Jeunesse, à la suite du Comité Interministériel de la Jeunesse (CIJ), lequel conduit à l'adoption de 47 mesures transversales, sur plusieurs thématiques dont la santé, les conditions de vie, la place des jeunes dans la société, ou encore la vie politique. Ce CIJ a mis en avant plusieurs objectifs dont un concernant directement la participation, « donner une voix à la jeunesse » (jeunes.gouv.fr).

En 2014, à la suite du CIJ de 2013, il a été publié un bilan de 18 mois d'action pour la jeunesse et un plan pour les années 2014-2017. Ce dernier montre que le gouvernement a une réelle volonté de remettre la jeunesse au centre des discussions (jeunes.gouv.fr).

Et ceci est d'autant plus vrai depuis les attentats du 7 janvier contre Charlie Hebdo et le discours qui s'en est suivi de Manuel Valls, remettant la jeunesse et ses problématiques au cœur du débat politique. Par la suite la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem a interpellé les associations et les institutions en contact direct avec la jeunesse pour essayer de faire évoluer les choses dans le bon sens. Ainsi, la ministre a annoncé 11 mesures, qui ont entre autres pour objectifs de : (Site du Ministère de l'Éducation nationale, education.gouv.fr)

- Combattre les inégalités et favoriser la mixité sociale pour renforcer le sentiment d'appartenance à la République,
- Développer la citoyenneté et la culture de l'engagement avec tous les partenaires de l'École.

Par ailleurs, « l'attention que porte une société à sa jeunesse et les représentations des jeunes sur la place qui leur est accordée sont des marqueurs de l'état de santé et de vitalité d'une société » (PACA, 2014, p7). Une société qui aujourd'hui semble en crise. Une crise de la citoyenneté perte de représentativité des élus auprès des jeunes. Une crise économique depuis 2008, avec un très fort taux de chômage, près d'un quart des jeunes (15-25 ans) sont au chômage (23,7% en 2014, INSEE), en comparaison l'Allemagne ne compte que 7,5% de chômeurs chez ses 15-25 ans (LesEchos.fr).

d. Les jeunes et la participation

Il existe à l'heure actuelle, une multitude de dispositifs dans lesquels les jeunes peuvent siéger. Ainsi les conseils municipaux d'enfants, les conseils de jeunes (à différents niveaux administratifs), ou encore les conseils de vie lycéenne sont autant d'institutions qui permettent aux jeunes de participer à la vie locale de leur territoire. Cependant différentes études ont montré que l'on retrouvait certains travers rencontrés dans les dispositifs dédiés à l'ensemble de la population, tel que le sont les conseils de quartiers, avec notamment une forme de stigmatisation sociale. En effet dans ces différents dispositifs mis en place à l'égard des jeunes, le recrutement s'effectue au sein des différentes écoles, collèges et lycées. Mais on a pu remarquer que certaines institutions de l'éducation nationale étaient laissées de côté, parce qu'elles se situent dans des zones défavorisées. Ainsi une certaine part de la population de jeunes n'a pas la possibilité de s'exprimer au sein de ces dispositifs. « Les conseils recrutent des jeunes dont les profils ne sont pas suffisamment représentatif de l'ensemble de la ville » (INJEP, 2010, p3).

À ces différents dispositifs de participation s'ajoutent les centres sociaux, les missions locales et autres structures en faveur des jeunes, qui elles aussi mettent, parfois, en place des actions pour favoriser l'insertion et la participation des jeunes dans la vie de la cité. Cependant la multiplicité des acteurs et des dispositifs entraîne une perte de repères et ne favorise pas l'intégration des jeunes dans la société, en ne sachant pas à quel acteur il faut s'adresser. À

l'heure actuelle les différentes procédures d'éducation ou de soutien à l'autonomie des jeunes restent très indépendantes et aucune vision globale n'est envisagée.

Mais où sont les jeunes ?

Comme en fait état le rapport sur la jeunesse de la région PACA, la population des 16-25 ans et en particulier celle des 18-25 ans est totalement absente des politiques publiques, mais aussi des préoccupations des partenaires (mission locale...). En effet au niveau des politiques publiques, la jeunesse est découpée en catégories d'âges, en proposant ainsi la majorité des actions en faveur des catégories d'âges plus jeunes (moins de 16 ans). Mais au-delà de 16 ans le principal interlocuteur est celui de la mission locale, chargé d'aider à l'insertion professionnelle de ces jeunes. De plus, avant d'atteindre l'âge des 25 ans les jeunes n'ont pour l'instant aucune source de revenus minimum (RSA ou autre). D'où avec les difficultés actuelles que rencontre la jeunesse lors de son entrée sur le marché du travail, une grande partie des jeunes vivent « la galère », comme elle est définie par F. DUBET.

De plus dans le domaine du social les actions collectives ne sont que minoritaires. Tout droit descendant de l'éducation populaire, les associations à vocation sociale avaient pour objectif de faire évoluer l'individu, en tirant vers le haut un collectif. Aujourd'hui dans les missions qui leurs sont données, les missions locales ou les autres partenaires sociaux ont un accueil et un suivi personnalisé de chaque individu pour tenter de l'intégrer à la société. Une erreur de politique ou d'approche car les approches collectives « ... constituent pourtant l'une des façons les plus efficaces pour ... une citoyenneté active et générer des relations constructives entre les populations et les institutions » (PACA, 2014, p34).

Conclusion

La jeunesse est multiple et depuis quelques décennies elle a tendance à s'allonger dans les pays occidentaux. Plusieurs raisons à cela, dont l'allongement des études et la difficulté des jeunes à entrer sur le marché du travail. De manière générale la jeunesse est une période de pré-adulte où l'on dépend encore, financièrement ou affectivement de ses parents (GALLAND, 2000). La jeunesse des quartiers, dont il est question dans ce mémoire fait face à de multiples difficultés, que François DUBET résume par « la galère », une galère qui est surtout faite d'ennui et d'errance des jeunes dans leur quartier. Il en ressort surtout que les jeunes des quartiers sont complètement déconnectés de la société d'aujourd'hui, et de toutes influences de l'État. Ainsi les jeunes sont vus comme des délinquants, dépourvus de toutes capacités d'expression, d'analyse et de réflexion. Même si les dispositifs de participations, vus dans la première partie, sont accessibles à tout le monde, ceux-ci ne participent pas. Ils sont exclus de ces dispositifs car ils sont dans l'incapacité de s'exprimer, parce qu'on ne leur laisse pas la parole.

PARTIE 2 : REFLEXION ET METHODOLOGIE

1. Problématique et hypothèse

Aujourd'hui, les jeunes issus des quartiers de politique de la ville font partie des catégories de population qui n'ont pas la possibilité de se faire entendre dans les institutions de démocratie participative. Par la force des choses la jeunesse est exclue des dispositifs de participation officiels. L'objectif est ici de mettre en évidence « des pratiques généralement ignorées par les pouvoirs publics et qui peinent à reconnaître des compétences [à ces jeunes] qui vivent dans les quartiers concernés par les injonctions à la participation de la politique de la ville. » (OVERNEY, 2014, p132).

Est-ce qu'il existe des formes de participation des jeunes en-dehors des institutions ?

Malgré les problèmes soulevés précédemment, sur la participation des jeunes, j'établis les hypothèses suivantes :

1. Les jeunes participent quand même à la vie de la cité, de façon « informelle », en dehors des dispositifs institutionnels.
2. Les acteurs sociaux font le lien entre les jeunes et les pouvoirs publics.
3. Mais ces formes de participation sortie du cadre institutionnel ne sont pas prises en compte par les décideurs politiques.

À la suite d'un début d'investigation et de ma volonté de trouver des formes de participations dites « informelles », c'est-à-dire en-dehors de toutes institutions.

Malheureusement il est très difficile d'arriver à prendre contact avec des gens qui ne se déclarent pas officiellement, pour beaucoup ils sont invisibles. J'ai donc décidé de m'orienter vers les acteurs relais, des acteurs associatifs qui sont aux côtés des jeunes, en soutien de leur évolution vers l'âge adulte.

2. Cas d'études et méthode de travail

Mon sujet portant sur « La participation des jeunes dans les projets urbains en région Centre », l'une des premières difficultés fût de trouver de la littérature sur la combinaison des deux notions, « participation » et « jeunes ». Alors après quelques lectures sur la participation aux projets urbains de manière générale, avec un constat criant qui est que les jeunes ne sont

pas présents dans les institutions, j'ai donc choisi de m'intéresser à la participation des jeunes de manière « informelle », en dehors des instances officielles de participation.

Pour mieux cerner le sujet, j'ai donc commencé par constituer un état de l'art de mon sujet, une étape qui m'a permis de prendre connaissance des expériences et écrits existants sur les thèmes de la participation de manière générale et dans les projets urbains, ainsi que sur la jeunesse et les problématiques qu'elle rencontre. J'ai ainsi décrit le contexte en m'intéressant plus particulièrement aux limites des procédures participatives, ainsi qu'aux catégories de populations qui ont du mal à se faire entendre au sein de celles-ci. Après ce travail d'appropriation, j'ai pris contact avec Estelle Péricard, chargée de mission cohésion sociale (Villes²), afin de m'éclairer sur la situation générale de la participation en région Centre, j'ai également assisté au séminaire « Démocratie électronique. Nouvelles formes d'engagement ou renforcement des clivages » organisé à Tours par le programme ECLIPS, en partenariat avec Villes², ce qui m'a permis de m'ouvrir à de nombreuses expériences, notamment celle de Brest et de La m@ison de Grigny, mais ce séminaire m'a aussi permis de nouer des premiers contacts avec des acteurs associatifs en lien avec la jeunesse.

A la suite de ces rencontres, j'ai décidé que mon travail se porterait sur les jeunes de 15 à 25 ans. La méthode choisie est une méthode qualitative. Ainsi j'ai effectué des entretiens semi-directif : je me suis appuyé sur le document « Introduction à l'entretien semi-directif. Recherche dirigée en géographie humaine » de Jean-Michel DECLORY ainsi que sur une grille d'entretien élaborée par Héloïse NEZ dans son article « Nature et légitimité des savoir citoyens dans l'urbanisme participatif » paru dans la revue Sociologie en 2011, pour rédiger ma grille d'entretien. Celle-ci est organisée de manière à proposer des questions généralistes au début de l'entretien (histoire de l'association, actions engagées), puis les interrogations se précisent autour de la question de la participation des jeunes et sur les actions que l'association engage sur ce point et les effets qu'elles ont eu.

J'ai donc commencé un travail d'investigation auprès des centres sociaux et des centres de vie des différents quartiers concernés par la politique de la ville, de l'agglomération tourangelle, et en particulier le quartier de la Rabière à Joué-lès-Tours, deuxième ville du département d'Indre-et-Loire, afin de trouver des informations sur des associations qui seraient en lien direct avec les jeunes.

Le quartier de la Rabière de Joué est composé de grands ensembles d'habitat social construits dans les années 70. Le quartier « sombre » selon Mickaël CLÉMENT compte 6 981 habitants

(INSEE 2006) qui représentent environ 20% de la population communale sur une superficie totale de 92 hectares. Le quartier classé ZUP et ZUS, zone urbaine prioritaire et sensible, La Rabière est un quartier de politique de la ville de l'agglomération tourangelle. C'est le premier quartier classé en ZUS de Tour(s)Plus à avoir bénéficié des premières opérations de restructuration urbaine initié par Grand Projet de Ville, dans le cadre du programme de rénovation urbaine (ANRU1), ce projet propose la réhabilitation d'une partie du bâti, une réorganisation des voiries et une requalification des espaces publics.

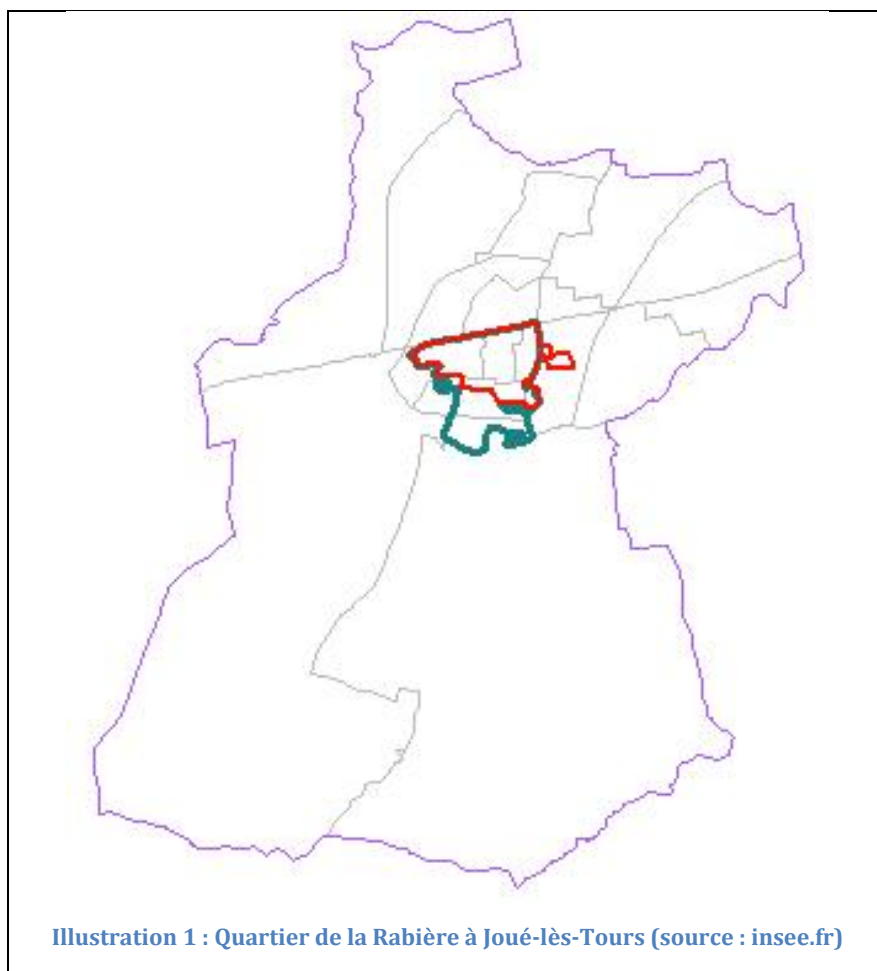


Illustration 1 : Quartier de la Rabière à Joué-lès-Tours (source : insee.fr)

Les jeunes âgés de moins de 20 ans représentent une forte part de la population (30,8%), contre 23,8% sur la commune de Joué-lès-Tours. La partie de la population âgée entre 15 et 24 ans représente 17% de la population totale du quartier (INSEE, 2006). Par ailleurs le taux de scolarisation des 16-24 ans est estimé à 47,8%, de plus 75,5% des jeunes travailleurs sont au chômage (INSEE, 2006).

J'ai choisi le quartier de la Rabière, car depuis quelques années la zone a subi de profonds changements urbanistiques entre le PNRU de 2003 et l'arrivée du tramway fin août 2013. J'ai

ainsi voulu savoir quel avait été l'apport des jeunes dans ces deux projets de grande envergure.

Pour réaliser mon enquête j'ai choisi de procéder à des entretiens auprès d'acteurs sociaux du quartier, c'est pourquoi j'ai interrogé Mickaël CLÉMENT de l'Association Résoudre et Sylvie TUR directrice de l'Association de Prévention Socio-Éducative de la Rabière (APSER).

Grille d'entretien

- *Présentation du sujet de PFE*
- *La structure*
 - Le rôle
 - Le financement
 - L'interaction avec les institutions
 - Leur rôle auprès des jeunes
- *Les jeunes et la participation*
 - Pourquoi intégrer la jeunesse à l'élaboration des projets urbains ?
 - Où sont les jeunes ? Pourquoi ne viennent-ils pas au sein de ces institutions ?
 - Jusqu'où devrait aller l'implication des jeunes dans les processus décisionnels ?
- *Les alternatives*
 - Est-ce que les jeunes avec qui vous avez contact interviennent d'eux-mêmes sur l'espace urbain ?
 - Est-ce que votre structure met en place des actions sur l'espace urbain en collaboration avec les jeunes ?
 - i. Est-ce que ceux sont des actions commandées par les pouvoirs publics ?
 - ii. Si oui, quelle indépendance dans le contenu avez-vous ?
- *Rapports entre les acteurs de la ville*
 - Avez-vous connaissance de collectifs d'artistes qui interviennent sur le milieu urbain à Tours ?
 - Est-ce qu'à titre personnel ou en tant que représentant d'association, vous avez déjà pris part à un processus de démocratie participative ?

À la suite de mes premières recherches sur le terrain, il en est ressorti la question de l'éducation populaire. J'ai donc été orienté vers le Foyer de Jeune Travailleur de l'agglomération tourangelle. J'ai pu rencontrer et effectué un entretien complémentaire avec Cyril CARTO, directeur du FJT, sur les difficultés que rencontrent les jeunes dans leur insertion au sein de la société d'aujourd'hui.

À partir de la retranscription des entretiens, j'ai créé une grille d'analyse thématique. Qui permet de voir les thématiques communes qui ressortent par rapport aux hypothèses émises précédemment.

PARTIE 3 : ENQUETES ET ANALYSES

1. Résoudre

L'association Résoudre, située en plein cœur du quartier de la Rabière à Joué-lès-Tours, a été créée en 1995 et est dite d'intérêt général, elle peut ainsi recevoir des dons, en offrant des avantages fiscaux aux donateurs. L'association travaille sur quatre axes différents qui sont :

- écriture sociale (première mission de Résoudre),
- espaces publics numériques (EPN),
- pôle de formation en Français Langue Étrangère (FLE),
- permanence de surendettement.

L'association est composée de 10 salariés et compte environ 600 ans adhérents, 150 jeunes et plus particulièrement 40 jeunes âgés de 15 à 18 ans.

Au fil des années l'association Résoudre a pu travailler avec les jeunes sur des projets urbains et notamment lors du PNRU dont a pu bénéficier le quartier de la Rabière au début des années 2000, mais aussi avec l'arrivée du tramway de l'agglomération tourangelle en août 2013. Deux projets de grande envergure qui ont changé profondément le quartier. L'association, avec l'appui des élus (municipaux et de l'agglomération) a fait un travail avec les jeunes au sein d'un projet appelé « Avant-Après ». Comme me le précise Mickaël CLÉMENT (travailleur sociale à l'association Résoudre), lors de notre entretien, « il y a eu volonté des élus, de la préfecture, de Tour(s)Plus, de travailler sur tous les quartiers, de réfléchir sur le devenir du quartier. » Le projet c'est fait il en est ressorti des ateliers et des interventions des participants, au sein des écoles, auprès des plus jeunes.



Illustration 2 : Projet "Avant - Après" (source : agora-rabiere.fr)

Mais ce projet, à l'initiative des pouvoirs publics, n'a pas eu l'accueil escompté par les participants, déplore Mickaël CLÉMENT : « Et le jour où, on a fait une réunion de restitution et qu'ils se sont rendus compte, qu'ils avaient plein de bonnes idées intéressante et bien les élus : « oh ben, non ! » et c'est tombé à l'eau. »

Ce refus d'écouter les jeunes lors de la réunion de restitution, a créé une méfiance du côté des jeunes. Ainsi Mickaël CLÉMENT m'avouait qu'il était maintenant difficile d'attirer les jeunes pour des activités liées avec la ville. « Et donc c'est compliqué aujourd'hui de revenir chercher les jeunes parce que : « ben oui, vous venez nous chercher, mais derrière... ». » De plus parmi les jeunes qui viennent participer aux projets en collaboration avec l'association, ils ne sont que très peu à aller au bout des projets. « Malheureusement comme souvent les jeunes, on était une dizaine au départ, ça a fini à trois, parce que le public jeune est assez volatile. »

De manière générale sur la participation, Mickaël CLÉMENT dira, qu'il est important de donner la parole aux jeunes. Eux et la société ont tout à y gagner, ils ont un droit de parole et il faut tout faire pour pouvoir leur donner la possibilité de s'exprimer. Par ailleurs il estime que, la participation, qu'elle soit pour les jeunes ou pour l'ensemble de la population, « est un travail de longue haleine ». Il est vraiment indispensable d'intégrer les techniciens de la ville et de la préfecture, chose qui n'avait pas été faite lors du projet « Avant-Après », mais qui n'a pas été oubliée lors du lancement du nouveau projet de vidéomaton. Ce dernier projet en date, est en cours d'élaboration. Il s'agira d'installer un vidéomaton, construit par les jeunes, pour recueillir des témoignages, des habitants, sur la vie du quartier de la Rabière.

2. Association de Prévention Socio-Éducative de la Ravière (APSER)

À l'association APSER, j'ai pu rencontrer la directrice Sylvie TUR. APSER existe depuis une quarantaine d'années, c'est une association loi 1901 qui a une mission de service public, avec deux champs d'action. Le premier étant celui de la prévention spécialisée et le second, depuis 2006, celui de la réussite éducative, concernant des élèves âgés de 11 à 16 ans.

Pour les moins de 18 ans les actions que propose l'association sont plus tournées vers l'accès à la culture et aux loisirs. En ce qui concerne les 18 – 25 ans, il s'agit de les aider à l'insertion professionnelle par le biais de chantiers de mobilisation, ceux-ci consistent en des travaux de paysagisme avec des contrats passés auprès de propriétaires privés de châteaux du Val de Loire. Ainsi des groupes de jeunes adultes ont pu participer à l'élaboration des jardins de Villandry, Azay le Rideau, ou encore du cloître de la cathédrale Saint Gatien, à Tours. Ces projets ont permis une insertion par le travail, avec notamment une dimension culturelle et un sens donné à leur action, notamment pour Villandry, dont les jardins sont connus internationalement. Cette participation des jeunes est constamment recherchée par l'association, « mais leurs besoins il n'est pas prégnant sur l'aménagement du territoire. Les besoins prégnants c'est une formation, un boulot et un logement. » (Sylvie TUR).

Cependant l'association a réussi à faire participer un groupe de jeunes à la réalisation d'une fresque murale, dans le cadre du réaménagement du territoire dans le quartier de la Vallée Violette à Joué-lès-Tours. Lors de ce projet il y a eu une réelle concertation avec le conseil de quartier, qui a permis l'élaboration d'un compromis sur le thème de la fresque et un rapprochement intergénérationnel.



Illustration 3 : Fresque réalisée par les jeunes (source : photographie personnelle)

« Par contre cette participation n'était pas pensée en amont » (Sylvie TUR), en effet c'est l'association APSER, qui a réussi à intégrer les jeunes aux projet de rénovation. « Effectivement, ce n'est pas par manque de volonté, je pense, mais ce n'est pas naturel que d'aller se dire : « Ben tien l'aménagement du territoire ça concerne aussi la jeunesse. » » (Sylvie TUR). Ainsi ce projet de fresque a donné une autre image, auprès de la population, des jeunes de quartier.

3. Foyer jeune travailleur de Tours (FJT)

Le Foyer de jeune travailleur a été créé dans la deuxième moitié des années 1940, juste après la fin de la deuxième Guerre Mondiale. Fondé par le prêtre Henri Fontaine, l'objectif de l'association était d'accueillir les travailleurs pauvres qui venaient reconstruire la ville après les bombardements de 39-45, dans des locaux appartenant à l'Église. Et « donc en 1945 on est peut-être la 1^{ère} association de France à s'appeler Foyer Jeune Travailleur. » (Cyril CARTO, chargé de services au sein du FJT).



Illustration 4 : Hôtel Gouin, 11 octobre 1947 (source : LaNouvelleRepublique.fr)

Par la suite dans les années 1960 apparaît la nécessité d'apporter la culture aux jeunes, ainsi à Tours l'éducation des jeunes passera par le cinéma. « Il faut amener la culture populaire aux jeunes. Donc on crée un cinéma de quartier, populaire pour les jeunes travailleurs... ». En effet, le même prêtre qui créa le FJT en 1945, créa une nouvelle association laïque en 1963, les cinémas Studios, toujours dans des bâtiments appartenant à l'Église.

Dans les années 1970-1980 l'éducation populaire est en déclin, ainsi s'opère un changement de paradigme, passant d'une approche collective à une approche individuelle du jeune. Cependant aujourd'hui le Foyer de Jeune Travailleur de Tours, travaille sur deux axes, un côté collectif, d'appréhension de la vie en communauté et un autre côté plus personnalisé, dans l'insertion professionnelle.

La participation des jeunes aux projets urbains en région Centre – Foyer jeune travailleur de Tours (FJT)

Au niveau du FJT, la participation des jeunes n'est pas tant au niveau des projets urbains, mais plus sur une participation sociétale. En premier lieu dans son fonctionnement le foyer intègre dans son conseil d'administration quatre jeunes, âgés entre 16 et 26 ans, qui sont élus par l'ensemble des jeunes du foyer. Ainsi dans une logique ascendante (bottom-up), ces représentants font remonter les propositions des jeunes, par ailleurs ceux-ci participe à la prise de décision du conseil d'administration sur tous les sujets.

De manière générale sur la participation institutionnelle des jeunes, Cyril CARTO estime « qu'il n'y a pas la place pour eux », mais surtout « qu'on ne leur laisse pas la place [pour s'exprimer] ». De plus si on veut que les jeunes participent, il est indispensable de « donner du sens aux choses » et de les intégrer au processus dès le départ.

Analyse

a. La participation informelle

À partir des enquêtes réalisées sur le territoire de la Rabière, il a pu être mis en évidence que la participation des jeunes est bien réelle, en effet d'après les entretiens réalisés, il est démontré au travers des acteurs associatifs la participation des jeunes est recherchée constamment. Certes elle ne passe par des formes institutionnelles, même si parfois elles peuvent être initié par les pouvoirs publics, exemple du projet « Avant-Après » avec l'association Résoudre. Les formes de participation informelles peuvent être diverses, allant du projet touchant à l'urbain, à la vie en collective, les possibilités sont variées. Les associations mettent en place des projets socio-culturels comme par exemple les chantiers de remobilisation de l'APSER ou encore l'intégration des jeunes dans le choix des activités culturelles au Foyer de Jeune Travailleur. Mais ces projets peuvent aussi s'apparenter à de l'aménagement urbain, avec des actions précise sur le territoire, exemple la fresque réalisée dans le quartier de la Vallée-Violette ou encore le projet du vidéomaton à la Rabière.

b. Les acteurs associatifs comme relais des jeunes

Dans tous les projets présentés on remarquera que le rôle des acteurs relais est primordial. Ceux-ci ont 3 rôles, un rôle de lien entre les jeunes et les élus locaux, dans la plupart des cas, les élus s'adressent directement auprès de l'association pour mettre en place des projets avec les jeunes, comme pour l'exemple donné par Mickaël CLÉMENT et le projet « Avant-Après ». « Ça été quand même une commande des élus, de la préfecture. » (Mickaël CLÉMENT).

À un autre moment les associations seront là en appui technique des jeunes dans la réalisation de leurs projets. « On cherche les financement avec les jeunes, on les associe au montage du projet, jusqu'au voyage. » (Cyril CARTO).

Et dans un dernier temps, ils seront les instigateurs de projets. En ayant une bonne connaissance des projets qui sont en cours et un relationnel avec les pouvoirs décideurs, il vont pouvoir proposer l'intégration des jeunes à la réalisation d'une tâche dans le cadre d'un projet plus important, comme se fut le cas pour la réalisation de la fresque dans le quartier de la Vallée-Violette. « Par contre cette participation n'était pas pensée en amont. C'est-à-dire que c'est nous qui sommes intervenus pour raccrocher les jeunes à ce projet. » (Sylvie TUR).

On voit qu'il existe deux formes de projets. Des projets de type ascendant émanant des jeunes et des associations, ces dernières qui vont essayer d'aider les jeunes à porter ces projets devant les politiques. Cependant on remarque, qu'il leur est aussi demandé de faire participer

les jeunes dans un cadre réglementaire, dans une action engagée par les élus locaux. Dans une logique plus descendante, on demande aux associations de faire rentrer les jeunes dans des processus de participation qui sont plus formels.

Dans la majeure partie des cas on se rend compte que les acteurs relais sont là en facilitateur de prise de parole. On retrouve ces acteurs au sein des conseils de quartier et des autres instances institutionnelles de participation, « ...l'association participe au conseil de quartier de la Rabière et là ça ne vit pas du tout ! » (Mickaël CLÉMENT). Ils se placent en tant qu'appui aux catégories de population qui ont du mal à se faire entendre au sein des processus institutionnalisés.

c. Des pratiques non prises en compte par les pouvoirs publics

À la lumière des entretiens on se rend compte que les jeunes participent à la vie de la cité, en dehors des institutions. Mais ces formes de participation ne sont pas prises en compte par les décideurs politiques. En effet, « ceux-ci prêtent peu attention aux pratiques plus [imperceptibles] ou décalées qui s'élaborent à côté, en dehors et parfois contre les dispositifs. » (OVERNEY, 2014, p132). Dans cette perspective de reconnaissance des pratiques informelles il est important « de considérer les habitants comme modelant leurs pratiques citoyennes, sans chercher à les fixer dans des modèles pré-construits » (OVERNEY, 2014, p133), cette vision suggère un changement de paradigme de la part des élus. Ils sont pour l'instant dans une vision très descendante où les pouvoirs publics mettent en place des dispositifs de participation en pensant bien faire, or cette nouvelle conceptualisation « répond à ce que Catherine Neveu qualifie d'« anthropologie de la citoyenneté », une démarche qui entend décrire et reconnaître de « multiples manières de s'éprouver en tant que citoyen » » (OVERNEY, 2014, p133).

Conclusion

Comme on peut le constater à la suite de ces enquêtes, la participation des jeunes dans les instances mises en place par les pouvoirs publics est très limitée, voir inexistante. Cependant avec l'aide des associations de quartier, des acteurs relais, des actions, des ateliers, comme le projet « Avant-Après », sont créés pour permettre aux jeunes de participer d'une manière indirecte aux projets de politique de la ville. Mais à la fin, comme il en a été fait état dans la Partie 1, la participation ne fonctionne pas. Les élus n'écoutent pas les jeunes participants aux ateliers, que ces mêmes élus ont initiés.

Mais à partir de ces différents entretiens, ce qui est le plus marquant, c'est la non prise en compte de ces formes de participation par les élus locaux. Il apparaît qu'ils semblent être frileux à faire appel aux habitants et d'autant plus aux jeunes. Par ailleurs il est aussi mis en avant qu'il est difficile de capter les jeunes. Cette dernière constatation est peut-être en lien avec la première.

De plus M. CLÉMENT et Mme. TUR m'ont fait part de leur envie de participer, en tant qu'association, aux nouveaux conseils de citoyens qui seront mis en place d'ici la fin de l'été 2015 dans les quartiers de politique de la ville. Ils se veulent comme facilitateurs de prise de parole pour les catégories de population qui ont du mal à se faire entendre dans les dispositifs de participation déjà existants.

CONCLUSION

Comme vu dans ce mémoire, les différentes recherches effectuées au sujet de la participation mettent en évidence les limites de celle-ci. La plupart du temps les citoyens sont amenés à participer au sein de procédures institutionnelles mises en place par les pouvoirs publics, c'est ce qu'on appellera l'injonction à la participation. C'est ainsi que dans un cadre réglementaire rigide, les habitants mettent en avant leur(s) savoir(s). Ces formes institutionnelles sont en théorie ouvertes à tous les habitants d'un territoire. Cependant les différentes études menées par les sociologues ont mis en évidence les limites de telles procédures. Elles ont montré que certaines catégories de population telle que les jeunes, les classes populaires et les immigrés n'avaient pas la possibilité de se faire entendre au sein de ces dispositifs. Le but de ce mémoire aura été de faire une première approche sur la participation des jeunes issus des quartiers de politique de la ville.

Cette jeunesse qui vit dans les quartiers et qui a beaucoup de mal à s'intégrer à la société actuelle. Fort taux de chômage, faible proportion de diplômé, les jeunes sont en rejet total des institutions ou de toutes formes de symbole de l'Etat et de la société à laquelle ils devraient se sentir intégré, mais qui semble évoluer sans eux. Exclu de toutes formes de participation formelle, les jeunes tentent de faire parvenir des projets auxquels ils tiennent, pour améliorer l'ordinaire.

Au final les enquêtes ont permis de répondre aux hypothèses, qui avaient été soulevées dans la seconde partie du mémoire. Ainsi il est démontré que les jeunes des quartiers participent à la vie de la cité en intégrant des processus de participation informelle. Cependant les jeunes ont besoin des acteurs associatifs pour les aider dans leurs démarches. Un appui technique ou un relais vers les décideurs politique, les associations qui sont en lien direct avec les jeunes, encadrent ceux-ci pour mener à bien des projets initiés par les jeunes ou bien par les élus locaux. Malgré ce soutien, les pouvoirs publics ont du mal à laisser ces formes de participation informelle s'exprimer. La prise en compte ou ne serait-ce que l'écoute des projets proposés par ces formes de participation reste très limitées voire inexistantes.

Dans un souci d'intégrer les jeunes à l'élaboration des projets urbains, il serait indispensable de réfléchir à l'intégration de ces derniers au processus. Il est primordial que les pouvoirs publics en collaboration avec les associations, voir directement avec les jeunes, réfléchissent à de nouvelles formes de participation pour favoriser la participation des jeunes.

BIBLIOGRAPHIE

Publications

- CARREL Marion, NEVEU Catherine, « Introduction », avec BIDET A., CARREL M. (dir.), DEBOULET A., ELIÇABE R., GONIN P., GUILBERT A., HAERINGER A-S., LE MÉNER E., LELANDAIS G., NAVARRE F., NEVEU C. (dir.), OVERNEY L., VANHOENACKER M., « *Citoyennetés ordinaires : pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes* », Paris : Karthala, 2014, p5-24.
- DEBOULET Agnès, « Renouer avec le politique et la citoyenneté urbaine ? », avec BIDET A., CARREL M. (dir.), DEBOULET A., ELIÇABE R., GONIN P., GUILBERT A., HAERINGER A-S., LE MÉNER E., LELANDAIS G., NAVARRE F., NEVEU C. (dir.), OVERNEY L., VANHOENACKER M., « *Citoyennetés ordinaires : pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes* », Paris : Karthala, 2014, p167-185.
- DUBET François, « La galère : jeunes en survie », Paris : Seuil, c1987.
- OVERNEY Laetitia, « Par-delà la « participation des habitants » », avec BIDET A., CARREL M. (dir.), DEBOULET A., ELIÇABE R., GONIN P., GUILBERT A., HAERINGER A-S., LE MÉNER E., LELANDAIS G., NAVARRE F., NEVEU C. (dir.), OVERNEY L., VANHOENACKER M., « *Citoyennetés ordinaires : pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes* », Paris : Karthala, 2014, p131-166.

Articles

- BEURET Jean-Eudes, « Concertation (démarche de) », *Casillo I*, avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), « *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* », Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863.
URL : <http://www.dicopart.fr/es/dico/consertation-demarche-de>.
- BIRCK Jean-Nicolas, « Conseil de quartier », *Casillo I*, avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), « *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* », Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863.
URL : <http://www.dicopart.fr/it/dico/conseil-de-quartier>.

- BLONDIAUX Loïc, « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout », *Mouvements*, 2/2007 (n°50), p. 118-129. DOI : 10.3917/mouv.050.0118
- BLONDIAUX Loïc et FOURNIAU Jean-Michel, « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 2011/1 N°1, p. 8-35. DOI : 10.3917/parti.001.0008
- DECROLY Jean-Michel, « Introduction à l'entretien semi-directif : Recherche dirigées en géographie humaine », Université Libre de Bruxelles.
- GALLAND Olivier, « L'allongement de la jeunesse en Europe », *OFCE*, n°72, 2000, p. 187-191. DOI : 10.3406/ofce.2000.1577
- GALLAND Olivier, « Les jeunes dans la société », *Conseil d'orientation des retraites*, 2011.
URL : http://www.gemass.fr/IMG/pdf/LES_JEUNES_DANS_LA_SOCIETE.pdf
- GALLAND Olivier, « Une polarisation de la jeunesse française », *OFCE*, n°72, 2000, p. 221-228. DOI : 10.3406/ofce.2000.1655
- LECOMTE Patrick, BERNARD Jean-Pierre, BLANCHERIE Jean-Marc, « Les groupes d'action municipale dans le système politique local : Grenoble, Valence, Chambéry ». In: *Revue française de science politique*, 22e année, n°2, 1972. pp. 296-318.doi : 10.3406/rfsp.1972.419004
URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1972_num_22_2_419004
- MOATTI Alexandre, « Internet et l'accès à la connaissance : quel rôle pour les pouvoirs publics ? », *INA Expert*, 2008.
URL : <http://www.ina-expert.com/layout/set/pdf/e-dossier-de-l-audiovisuel-patrimoine-numerique-memoire-virtuelle-memoire-commune/internet-et-l-acces-a-la-connaissance-quel-role-pour-les-pouvoirs-publics.html>
- NEZ Héloïse, « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris », *Sociologie*, 2011/4 Vol. 2, p. 387-404. DOI : 10.3917/socio.024.0387
- Observatoire de la jeunesse, INJEP, « L'impact des conseils de jeunes sur les politiques municipales », *Jeunesse, études et synthèses* N°1, 2010.
URL : http://www.injep.fr/IMG/pdf/Impact_des_Conseils_de_jeunes.pdf
- Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, « Les jeunes : Acteurs et ressources du développement social urbain », 2014.
URL : http://cosoter-ressources.info/opac/index.php?lvl=notice_display&id=13987

- RICHEZ, Jean-Claude, Observatoire de la jeunesse, INJEP, « Cinq contribution autour de la question de la participation des jeunes », 2012.
URL : http://www.injep.fr/IMG/pdf/JCR_participation_DEF_2_.pdf.
- Observatoire national des zones urbaines sensibles, Rapport 2013.
URL : http://www.onzus.fr/uploads/media_items/rapport-de-l-onzus-2013.original.pdf.
- RUI Sandrine, « Démocratie participative », *Casillo I*, avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), « *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* », Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863.
URL : <http://www.dicopart.fr/fr/dico/democratie-participative>.
- SINTOMER Yves, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Raisons politiques*, 2008/3 n° 31, p. 115-133. DOI : 10.3917/rai.031.0115
- UNICEF, « Droit de cité : la participation citoyenne des enfants et des jeunes », 2011.
URL : <https://www.unicef.fr/userfiles/DroitDeCite.pdf>.
- VERGNE Antoine, « Jury citoyen », *Casillo I*, avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), « *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* », Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863.
URL : <http://www.dicopart.fr/es/dico/jury-citoyen>.
- VERGNE Antoine, « Qualité de la participation », *Casillo I*, avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), « *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* », Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863.
URL : <http://www.dicopart.fr/es/dico/qualite-de-la-participation>.
- LesEchos Data, « Taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans en Allemagne », consulté le 08/05/2015.
URL : <http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/allemande/taux-de-chomage-des-jeunes-de-moins-de-25-ans.html>.

Sites internet

- <http://www.agora-rabiere.fr>
- <http://www.dicopart.fr>
- <http://www.education.gouv.fr>
- <http://www.insee.fr>

- <http://www.jeunes.gouv.fr>
- <http://www.lanouvellerepublique.fr/Indre-et-Loire>
- <http://www.larousse.fr/>
- <http://www.lesechos.fr/>

ANNEXES

1. Grille d'entretien

- *Présentation du sujet de PFE*
- *La structure*
 - Le rôle
 - Le financement
 - L'interaction avec les institutions
 - Leur rôle auprès des jeunes
- *Les jeunes et la participation*
 - Pourquoi intégrer la jeunesse à l'élaboration des projets urbains ?
 - Où sont les jeunes ? Pourquoi ne viennent-ils pas au sein de ces institutions ?
 - Jusqu'où devrait aller l'implication des jeunes dans les processus décisionnels ?
- *Les alternatives*
 - Est-ce que les jeunes avec qui vous avez contact interviennent d'eux-mêmes sur l'espace urbain ?
 - Est-ce que votre structure met en place des actions sur l'espace urbain en collaboration avec les jeunes ?
 - iii. Est-ce que ceux sont des actions commandées par les pouvoirs publics ?
 - iv. Si oui, quelle indépendance dans le contenu avez-vous ?
- *Rapports entre les acteurs de la ville*
 - Avez-vous connaissance de collectifs d'artistes qui interviennent sur le milieu urbain à Tours ?
 - Est-ce qu'à titre personnel ou en tant que représentant d'association, vous avez déjà pris part à un processus de démocratie participative ?

2. Retranscription d'entretien – Mickael CLEMENT – 27 mars 2015

06 : 15 / L'association Résoudre :

Créée en 1995, l'association est dite d'intérêt général. 4 axes d'aide à la population et 350 000€ de budget provenant de la commune, Tour(s)Plus, le département, la région et aussi l'Union Européenne.

11 : 15 – 11 : 50 / Quels types de jeunes à Résoudre?

A : Vous avez 600 adhérents, le public jeune ?

M : 150 à peu près.

A : On va définir, 15 – 20.

M : 15 – 20 une quarantaine. Et après on a plus de 18 – 25, on va dire (110). On touche un petit peu moins les jeunes qui sont en décrochage scolaire.

12 : 15 – 13 : 43 / Projet sur le tramway :

M : Un travail avec les jeunes [...] sur un projet qu'on appelle « Avant – Après ». [...]

Depuis si vous veniez il y a 10 ans, vous remontez dans le passé, ça ne ressemblait pas du tout à ça. C'était sombre, c'était vraiment le quartier qu'on pouvait se dire, un quartier je pourrais dire mal famé, enfin la Rabière c'est quand même calme.

Mais c'était pas, y'avait des tours partout, c'était sous des porches, c'était très sombre, c'était... Et en fait il y a vraiment eu une rénovation urbaine et on a travaillé avec les jeunes sur un peu la perception du quartier. Alors ça n'a pas du tout, malheureusement, était écouté vraiment par les élus qui ont décidés. Mais un peu ce qu'attendaient les jeunes et d'autres, sur comment ils voyaient leur quartier avec l'arrivée du tram qui arrivait ? Donc ça été en amont.

Donc ça, ça n'a pas super bien marché parce qu'on a eu au bout d'un moment, on vous dit : « oui, vous pouvez » et puis le jour que les gens ont amené des idées, des choses qui n'étaient pas du tout farfelues. Vous savez, il y a des gens dans les élus qui font : « ah ben non, non on ne les écoute plus ! ».

13 : 43 / Difficulté d'intégrer les jeunes aux projets :

M : Donc on a travaillé, après sur montrer un peu la mémoire du quartier pour ces jeunes qu'avaient grandis, qui arrivaient à 16 – 17 ans ce que ça a changé donc sur le « Avant – Après ». Et donc là, on a fait des choses, où ces jeunes avec une animatrice multimédia, qui est d'aller dans les écoles primaires, montrer un peu aussi, animé par ces jeunes, aller leur montrer ce qui se passe dans les classes primaires, avec des petits jeux interactifs qu'on a fabriqué, des petits puzzles. On a un jeu avec une photo d'Avant, une photo d'Après, il faut retrouver où c'est.

Donc ça c'est un jeu qu'on a monté avec Résoudre, d'autres partenaires sur le quartier. Malheureusement comme souvent les jeunes, on était une dizaine au départ, ça a fini à trois, parce que le public jeune est assez volatile.

14 : 40 / Projet vidéomaton :

Et là on travaille sur quelque chose que l'on va mettre en place à partir de septembre, dans le cadre de l'Agora. C'est la mise en place de vidéomaton, comme un photomaton mais avec une vidéo, qui permettrait de reprendre les témoignages avec des habitants [pas spécifique aux jeunes], mais c'est monté avec des jeunes du quartier qui vont fabriquer complètement l'outil. [...]

Ces vidéos, on pourra les mettre sur l'Agora. En fait on fera des témoignages de quartier.

Sur les jeunes, ça ne reste pas grand chose encore.

15 : 50 / Projet sur le tramway :

Alors il y a eu volonté des élus, de la préfecture, de Tour(s)Plus, de travailler sur tous les quartiers. De réfléchir sur le devenir du quartier. Donc on a fait 2 groupes, qu'on a mélangés au bout d'un moment, parce que des jeunes avec des vieux, c'était un peu chaud, il fallait les recadrer. Du coup on a travaillé spécifiquement avec un groupe de jeunes et des éducateurs de rue. Ça été quand même une commande des élus, de la préfecture. Et le jour où, on a fait une réunion de restitution et qu'ils se sont rendus compte qu'ils avaient plein de bonnes idées intéressante et bien les élus : « oh ben, non ! » et c'est tombé à l'eau. Et donc c'est compliqué aujourd'hui de revenir chercher les jeunes parce que : « ben oui, vous venez nous chercher, mais derrière... ».

Travail de longue haleine :

Donc à un moment donné il y a tout un travail en amont, qu'on n'avait pas fait à l'époque et qu'on fait maintenant avec le vidéomaton. C'est-à-dire qu'on a intégré des techniciens de la ville et de la préfecture pour monter le projet avec nous, qu'ils soient là pour que derrière s'il y a un élu, qu'il y ait au moins un technicien qui dise à l'élu que ça ne peut pas s'arrêter comme ça. Mais c'est vraiment quelque chose qui se fait sur le long terme.

C'est compliqué, tout le monde dit : « Il faut donner la parole aux habitants » et puis dès qu'on la donne trop, ça repousse des problèmes. Et surtout les élus s'attendent à ce que les habitants parlent du caca qui n'est pas ramassé et en fait non, les habitants ont des choses à dire ; ou même les jeunes.

Et pourquoi à partir de 18h, sur le quartier de la Rabière tout est fermé ? Il n'y a plus rien, c'est à quelque part une remise en cause de notre travail aussi.

17 : 45 / Une e-génération ?

Il y a plus de vieux que de jeunes. Partant sur ces projets là, mais l'Agora ça a du mal à prendre avec eux. Pourtant il n'y a pas de modération, c'est-à-dire qu'ils peuvent dire [ce qu'ils veulent]. Mais pour eux ils ont Facebook. On en a discuté avec des groupes de jeunes, et ils n'en voient pas l'utilité. C'est pour ça que l'on va essayer de travailler sur le design du site, avec quelque chose de plus dynamique. Mais c'est vrai que l'on a pas réussi à faire approprier l'outil Agora, alors qu'ils travaillent sans nous des choses que l'on va retrouver sur l'Agora, mais vraiment de là à ce qu'ils postent des choses...

Et pourquoi ? Bonne question. Idem à Brest. C'est vraiment un problème. Les jeunes on dit, qu'ils sont vachement dans le numérique, mais en fait pas vraiment. Dès qu'ils sortent de Facebook, il leur faut apprendre un nouveau truc.

19 : 20 /

On dit que la jeunesse est prête à utiliser [les outils informatiques] et je n'en suis pas persuadé.

Après sur l'Agora, et pourtant je leurs ai dit, que les fautes d'orthographe n'avaient pas d'importance, mais ça fait toujours peur, parce que ça peut être lu par du monde. Il y a un gros travail d'apprentissage des outils numériques.

23 : 10 / L'importance de donner la parole aux jeunes :

Je pense qu'il y a deux choses à faire remonter de la jeunesse.

1. De voir la richesse qu'à la jeunesse des quartiers. On est souvent ciblé sur trois, quatre jeunes qui dealent. Mais il faut voir toute cette jeunesse, il faut voir le nombre de réussite qu'il y a aussi au niveau des études. Et je pense que c'est bien aussi de donner la parole aussi à ces gens là qui ont réussis pour les jeunes aussi que l'on montre que dans les quartier, il y a de la cohésion sociale, on va vraiment s'entraider.
2. C'est quand même eux, aussi qui vivent dans le quartier et le but de ça, c'est qu'on arrête de parler de quartiers prioritaires et que l'on arrête de faire des ghettos comme dans les années 1980. Et ça tous les projets de rénovation urbaine, comme ici, quand on voit le quartier, même s'il y a encore des tours, on ne se sent plus du tout dans un quartier sensible.

26 : 30 / Une liberté par rapport aux institutions :

Dans le cadre du projet réalisé pour le tram et en coopération avec les collectivités, on a été libre dans l'élaboration et la conduite du projet. Nous, Résoudre on a toujours été identifié comme travaillant sur ce créneau là et de façon un petit peu innovante comme ils disent (les élus).

On a maintenant un financement pour l'Agora, alors qu'il y a deux ans ce n'était même pas envisageable. Donc il y a quand même une ouverture des personnes, pour redonner un petit peu la parole aux habitants. Maintenant je veux jusqu'où ça ira.

31 : 30 / Participation à des conseils de quartiers au nom de l'association ou à titre personnel :

Alors oui, l'association participe au conseil de quartier de la Rabière et là ça ne vit pas du tout. On va parler de la crotte de chien qui n'est pas ramassée.

3. Retranscription d'entretien – Cyril CARTO – 2 avril 2015

00 : 50

Cyril Carto : responsable de services avec une double casquette, un côté éducatif et un côté restauration.

Et je suis travailleur social à l'origine.

Un foyer de jeune travailleur est plutôt identifié sur le champ du logement. Après dépendant de l'époque, on aurait pu être identifié sur le champ de la jeunesse, de l'éducation et par la suite de la santé.

Aujourd'hui, contrat avec la CNAF qui dit : « un foyer de jeune travailleur fait du logement. » Ce qui veut dire que ça ouvre le droit aux APL, qui sont plus élevées qu'ailleurs.

L'association, ici a 70 ans. En 62 on a reçu l'agrément d'Association de Jeunesse et d'Education Populaire, qui fait le lien avec la porte d'entrée jeunesse qui était beaucoup plus forte qu'aujourd'hui.

Dans les années 90 – la circulaire CNAF de 1996 – on voit qu'un basculement s'est opéré entre jeunesse et logeur.

03 : 10 / Pourquoi le foyer de jeune travailleur:

À Tours le projet s'est structuré autour de la restauration. En 1945, on se dit : « on va nourrir les pauvres qui viennent reconstruire la ville. », donc les pauvres et les ouvriers, soupe populaire et ouvrière. Et puis après s'est posée la question du logement : « les gens qui viennent construire, on les met où ? »

Donc en 1945 on est peut-être la 1^{ère} association de France à s'appeler Foyer Jeune Travailleur.

04 : 00

On vient de la mouvance catho, catho de gauche. C'est un abbé qui a fondé ça, Henri Fontaine en 1945.

Donc ici on est sur des bâtiments qui historiquement appartenaient à l'Église et cet abbé a été un peu malin, il a fondé une asso laïque.

Et puis rapidement dans les années 50-60, il restait toujours des pauvres et la question du logement s'est posée autrement. Et il y a eu l'actualité, l'hiver 54 avec l'abbé Pierre etc. a plutôt fait émerger l'idée qu'il y a les jeunes travailleurs et puis il y a les autres. Et donc ce même abbé a fondé l'entraide ouvrière à Tours, dans es années fin 50, 1958. Et donc on a dissocié le jeune travailleur du vagabond, de l'errant ou du SDF.

05 : 10 / L'éducation populaire :

Et puis dans les années 60, des idées nouvelles arrivent, traversent la France, on est sur l'éducation de la jeunesse. Et ce même abbé a fondé le cinéma les Studios, dans le bâtiment catho à côté. En créant une nouvelle association, il s'est dit : « il faut amener la culture populaire aux jeunes. Donc on créé un cinéma de quartier, populaire pour les jeunes travailleurs, mais aussi pour l'entraide ouvrière. » Et les Studios sont finalement restés un cinéma d'art et d'essai.

Les années 60 avec des fonds d'État, comme le FonJEP, qui ont permis la création massive, dans les FJT par exemple, la fonction d'animateur. On a professionnalisé la fonction qui était réservée aux militants.

10 : 05

Années 70-80 l'éducation populaire est plutôt en déclin, on ne croit plus que l'action collective tire l'individu vers le haut. Et du coup un nouveau volet apparaît, une approche individuelle des jeunes.

11 : 05

Et aujourd'hui les FJT, on est sur les deux volets. Un côté collectif, qui renvoie à de l'éducation populaire et puis une approche individuelle, dans l'insertion professionnelle.

12 : 05 / Les projets participatifs ?

Oui, déjà dans notre organisation interne, on a des instances. On a chaque mois un conseil d'animations, les jeunes se réunissent de façon informelle et montent le programme des animations ensemble. Ce qui permet de partir d'envies individuelles et puis de les confronter au groupe.

Ensuite on a le CVS, le Conseil de Vie Sociale, et un Conseil d'Administration, avec 25 membres et sur ces 25 membres on a 4 résidents. C'est-à-dire que 4 jeunes sont élus au Conseil d'Administration par les autres et votent sur les décisions stratégiques, économiques du foyer et de l'association.

14 : 30

Alors on a deux angles d'attaque. Une approche très éduc pop, très ascendante et puis un truc très descendant, politique publique. [...]

On est plutôt sur des projets internes, mais pas que : « on veut aller en Italie aider les autres. » Ça a été le cas, donc il y a __ un projet qui s'est monté, un groupe se créé pour terminer tout un processus, donc ce qui nous renvoie à de l'éducation populaire. On cherche des partenaire en Italie, on rencontre par Skype et puis on créé un groupe là-bas aussi, on échange et puis ça déroule sur un voyage. On cherche les financement avec les jeunes, on les associe au montage du projet, jusqu'au voyage. Donc là on est sur une logique ascendante, on part d'une idée des jeunes.

16 : 00

Après dans une logique descendante, on travaille avec beaucoup de partenaires publics, type Europe, région, conseil général et parfois il y a des appels à projets et donc on y répond ou pas. Par exemple on travaille pas mal sur la santé, la nutrition. On travaille aussi avec la préfecture avec les questions de sécurité routière.

17 : 50

Les jeunes vont participer, mais on ne fait pas se travail d'association au départ, il n'y a personne à l'arrivée. Ils ne viennent pas. Si on ne donne pas du sens aux choses, je ne vois pas

pourquoi les jeunes iraient. Mais ça, ça peut être sur des projets ambitieux, comme sur des projets [quelconque].

21 : 00 / L'intérêt d'inclure les jeunes dans les processus de participation :

Il y a deux choses. Si on parle des conseils de quartier, il y a très certainement un intérêt électoral pour ceux qui le proposent. Dans les conseils de quartier, il y a les trois retraités du coin, les trois notables et puis on est plus dans la cooptation d'entre soi et les jeunes n'y ont pas leur place.

Il n'y a pas de place pour eux. Et après on dit que les jeunes ne participent pas. Mais si on a envie qu'ils participent, il faut aussi s'adapter à des rythmes.

Du côté de l'éducation populaire, c'est plutôt l'engagement dans la vie de la Cité. Avoir une conception qui dépasse l'intérêt individuel. C'est un peu à contre courant, car [aujourd'hui] on est dans une logique très libérale.

24 : 10

Après les attentats, Najat Vallaud-Belkacem a interpellé les associations d'éducation populaire, en disant : « On voit bien qu'après les trucs de Charlie Hebdo, pour certains la société n'apparaît plus, le vivre ensemble n'apparaît plus. Et dans l'éducation populaire ça serait bien que vous vous positionniez sur les actions de citoyenneté qui redonne du sens aux choses. » Et je crois que la paix sociale de demain ou ce qui fait sens, c'est intimement lié à ces questions de participation démocratique.

25 : 30

Et donc notre vie de tous les jours de foyer, on a pour objectif d'éduquer à la citoyenneté, du vivre ensemble, ça dépasse la socialisation, donc on parle de politique ici.

26 : 50 / Le fonctionnement du FJT :

On accueille des jeunes entre 16 et 26 ans. Et les critères d'acceptations sont l'âge, une activité professionnelle (salarié, contrat pro, stagiaire, étudiant...) et puis un minimum solvable.

29 : 00

Après je dirais que les FJT c'est le dernier endroit où l'on trouve de la mixité sociale.

30 : 25 / Financement de l'association :

On a un budget de 2,5 millions d'euros qui en équilibre (pas de bénéfice).

40% d'autofinancement, le restaurant, les chambres.

60% de financement public.

L'autofinancement permet d'avoir une par de liberté assez importante par rapport à d'autre associations.

37 : 10 / Discussion générale sur la participation :

Mais vaste question la participation, c'est intéressant. Mais je continue de croire – ça renvoie à ma question sur l'éducation populaire – je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui on veuille qu'il y ait de la participation. C'est risqué de faire participer les gens. Donc je ne suis pas sûr que du point de vu institutionnel on ait tellement [envie]. On voit que les places sont bien en places, justement, et que la population qui a le pouvoir, qui dirige les villes est plutôt vieillissante d'ailleurs. Le renouvellement, je ne suis pas sûr qu'il s'opère comme il devrait.

[...]

Le cadre institutionnel qui a ses propres règles, qui est déjà assez cadré. Finalement les jeunes qui arrivent un peu à l'arrache en mode découverte, je ne suis pas sûr qu'on leurs laisse la place, pour y aller foutre un peu le bordel. Parce que le propre de la jeunesse quand même c'est d'expérimenter, on n'est pas bon tout de suite. Donc il y a de grandes chances à un moment que ça foute le bordel.

39 : 00

Les jeunes qu'on accueille en FJT, ils ne sont pas tout à fait enfant et pas tout à fait adulte. Ce qui les caractérise c'est la première expérience de tout. Premier boulot, première gestion administrative tout seul, premier logement, première fois que je fais le ménage, première histoire de cul, première défonce, première que je me fais virer de ma boîte... Donc on est sur quelque chose de l'expérimentation. Et je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui il y ait cette place de l'expérimentation de la jeunesse sur des formats très institutionnels. D'où je crois qu'il faut lâcher du lest, qu'il faut accepter que ça foute un peu le bordel. Ça peut empêcher

l'avancement, mais en même temps ça amène de la jeunesse et ça amène de la nouveauté et de l'énergie.

42 : 00

C'est un travail de longue haleine et de partenariat entre différents acteurs.

4. Retranscription d'entretien – Sylvie TUR – 24 avril 2015

05 : 00 / L'association APSER :

Alors l'APSER : Association de Prévention Socio-Educative de la Rabière. Une association qui a été créée il y a 40 ans maintenant. Association loi 1901, avec une mission de service public, sur des fonds Aides Sociales à l'Enfance, Protection de l'enfance. Nous gérons 2 services à l'heure actuelle, un service dit « historique » de prévention spécialisée et depuis 2006 nous gérons un petit service de réussite éducative, dans le cadre des politiques de la ville, donc là nous sommes sur des fonds Etat-Ville sur la réussite éducative et nous gérons donc un service d'accompagnement pour les collégiens pré-décrocheurs du système scolaire.

Dans le service de réussite éducative nous avons 1 poste éducatif, donc une éducatrice qui travaille au sein des deux collèges du réseau éducation prioritaire de la zone, que sont le collège Rabière et Arche du Lude. Elle suit en accompagnement individuel entre 20 et 25 élèves par an. Donc ce ne sont que des collégiens âgés de 11 à 16 ans. Et donc elle accompagne de façon individuelle dans le cadre de leur scolarité et au sein du collège. Elle est chargée également de faire le lien entre les parents, l'institution et l'enfant. Le sens même de l'action est que l'élève retrouve du sens, sur les apprentissages scolaires.

07 :06

Le service de prévention spécialisé, actuellement nous avons 7 postes éducatifs plus 1 chef de service, pour 3 quartiers de Joué-lès-Tours, et donc nous intervenons sur le quartier de la Rabière, Vallée Violette et Morier, sur les habitats collectifs. Donc nous n'intervenons qu'auprès des habitants des habitats collectifs.

Nous sommes missionnés des mandats territoriaux et non individuels. Jusqu'à juin 2015 nous intervenons sur des quartiers qui sont exactement, en terme géographique, les quartiers de politique de la ville. À partir de juillet, Morier, Vallée Violette sortent des quartiers prioritaires en terme de politique de la ville. Ils restent quartiers de veille, mais nous continuons notre intervention pour les deux quartiers.

Pour le quartier de la Rabière nous conservons l'appellation zone prioritaire.

La mission principale des éducateurs spécialisés ou de rue est la rencontre, l'aide aux jeunes de 11 à 25 ans et aux familles présentes sur le quartier.

Le but étant de créer une autre forme d'action sociale avec des principes d'intervention, que sont : la libre adhésion des personnes, le respect de l'anonymat et le non mandat individuel. Le dernier qui vient en complément du mandat territorial, [l'action collective, dans lignée des principes de l'éducation populaire.]

L'éducateur de rue va dans la rue. Il rencontre des gens, il se fait connaître et va instaurer une relation de confiance. À partir de ce moment là, on va pouvoir décréter d'autres modalités d'actions qui sont : l'accompagnement individuel sur toutes les thématiques de la vie (toujours avec la libre adhésion du jeune), l'action collective.

L'action collective jeune : proposer à des groupes de jeunes d'accéder à de la lecture ou du loisir

Plus pour les 18 – 25 ans, des chantiers de remobilisation. On vise un public assez loin de l'emploi dé-sociabilisé depuis un certain temps, qui peut aussi être dans des conduites addictives, à qui on peut proposer des parcours qui sont la première marche vers l'insertion professionnelle.

Intervention dans les collèges.

Pour les familles des actions collectives sur le loisir.

Un 3^{ème} axe d'intervention qu'on appelle l'animation des territoires – travail beaucoup avec les partenaires – on a pour mission de régulièrement aménager des actions qui peuvent changer les dynamiques de territoires. Une chose symbolique, mais très importante pour les populations c'est la mise en place des fêtes de quartiers.

18 : 30 / La difficulté de capter les jeunes publics

Ça va dépendre. C'est très différent entre un gamin qui a 11 – 14 ans que lorsqu'on est sur des adolescents ou jeunes adultes. Ceux ne sont pas les mêmes problématiques, pas les mêmes besoins.

Les plus jeunes, ils sont très captifs et très friands de loisirs. Dès qu'on propose quelque chose, ils sont toujours partants. Donc c'est assez facile de proposer.

19 : 58

La mission de l'éducateur, c'est de faire le relais vers les outils de droit commun.

C'est vraiment la mission principale. Que les jeunes retrouvent toutes les structures de droit commun.

20 : 10

Donc pour les plus âgés, évidemment que notre partenariat privilégié ce sera la mission locale, en tout cas pour les 16 – 25 ans.

Pour les ados, ça reste une population qu'on arrive assez facilement à capter, même si à 15, 16, 17 ans on est sur une tranche d'âge de prise de risques. Ceux-ci on va leur proposer un certain nombre d'actions collectives et puis ils vont être friands de l'accompagnement individuel, avec souvent des problèmes d'orientation scolaire, des décrochages scolaires, recherche d'apprentissage.

Et puis pour les plus vieux, tout d'abord on est censé s'occuper de ceux qui ne vont pas très bien. On ne voit pas ceux qui vont bien. Ceux qui font des études, des cursus universitaires ne sont pas notre public. On va être plus attaché à ceux qui ont décrochés, totalement ou partiellement. Et donc c'est vrai qu'on peut avoir là quelques difficultés d'accroche. Puisque du coup on ne propose pas toujours des choses qui vont dans leur sens et puis parfois il faut du temps. De manière générale, l'arrivée dans le monde des adultes est plus ou moins chaotique. Et du coup retrouver un intérêt pour droit commun c'est parfois long et difficile. Ils sont en rejet. En rejet de la mission locale, en rejet des institutions, et donc du coup nous il faut qu'on garde le lien, chose qui est compliquée, avec ces jeunes là, pour qu'à un moment dans leur parcours quand ils seront prêts, on sera là aussi, pour les aider et les faire monter une marche supplémentaire.

23 : 30 / La participation des jeunes :

On ne travaille pas directement sur l'urbain, mais la participation des jeunes et des jeunes adultes on la recherche constamment. Mais leurs besoins il n'est pas prégnant sur

l'aménagement du territoire. Les besoins prégnant c'est une formation, un boulot et un logement.

25 : 10

On a participé au niveau de la Vallée Violette, dans le cadre du réaménagement du territoire, il y a une fresque qui a été réalisée et donc on a pu nous raccrocher un groupe de jeunes, accompagné d'un éducateur et du centre social qui a pu travailler sur la réalisation de cette fresque. Dans ce cadre là, il y a eut des allers – retours, de la concertation avec le Conseil de Quartier, puisque les jeunes proposaient des dessins, pas accepté par le Conseil de Quartier. Il a fallut avoir un mixte et se mettre d'accord. Donc là les jeunes ont pu donner leur avis et on pu s'exprimer.

Par contre cette participation n'était pas pensée en amont. C'est-à-dire que c'est nous qui sommes intervenus pour raccrocher les jeunes à ce projet. De manière générale c'est rare que l'on puisse penser les affaires en amont, à intégrer les jeunes dès le démarrage.

Effectivement, ce n'est pas par manque de volonté, je pense, mais ce n'est pas naturel que d'aller se dire : « Ben tien l'aménagement du territoire ça concerne aussi la jeunesse. » Ce projet a permis sur la Vallée Violette un rapprochement des générations et donc un apaisement du climat entre jeunes et plus âgés. C'est intéressant, puisque ça a permis aux gens de se parler et du coup les jeunes n'étaient plus vécus comme étant oisifs en occupant le centre commercial, mais là ils étaient devenus actifs et en plus il embellissaient le quartier. Ça a eut un vrai effet de reconnaissance sur le quartier.

Dans le quartier de la Violette on est sur un habitat mixte, avec un côté pavillonnaire, où l'on retrouve plutôt une population âgée et un autre côté avec du collectif où il y a plutôt les jeunes, mais un vrai manque de communication [, d'interactions] et donc de compréhension entre ces deux publics là.

Par la suite à l'initiative du centre social, il y a eut 1 ou 2 débats, avec l'ensemble de la population dont les jeunes, sur des problématiques qui émanaient de la population. Ça a permis de discuter ensemble, du sentiment d'insécurité.

30 : 00 / L'aménagement éphémère (quelques heures) :

On aime bien mettre en place des performances [artistiques] lors de veillées d'été, avec les jeunes qui vont venir dessiner sur des plaques de contre-plaqué, qui vont égayer le quartier.

Et les gens adorent.

32 : 00 / Pourquoi intégrer les jeunes aux processus participatifs ?

C'est une nécessité, pourquoi ils n'auraient pas le droit au chapitre ? Ils habitent là. Moi je pense que du coup il y a une volonté avec le nouveau contrat de ville, sur l'installation des conseils citoyens, avec l'obligation de mixité, homme/femme mais aussi en terme de tranches d'âges. C'est une volonté qui est inscrite au niveau législatif que les jeunes fassent partie des conseils de citoyens.

L'association participera aux conseils de citoyens en tant que facilitateur de parole pour les jeunes.

La difficulté de capter les jeunes vient aussi peut-être du fait que la forme de réunion classique n'est peut-être la bonne. Du coup avec d'autres partenaires on essaie de réfléchir à d'autres formes de réunions.

37 : 45 / Le travail avec l'extérieur :

Evidemment que les jeunes ils vivent ici, mais ce n'est quand même pas la société ici. Et donc on travaille beaucoup avec l'extérieur. Par exemple lors de chantiers de remobilisation on travaille beaucoup sur les espaces verts. Par exemple le cloître de la cathédrale St Gatien. L'idée était qu'ils fassent des travaux d'aménagement du territoire mais pas sur leur territoire. Qu'ils aillent voir ailleurs. Et même plutôt sur des territoire un peu prestigieux en terme d'histoire.

Donc dans le cadre des chantiers de remobilisation on n'a pas fait le choix de travailler sur les espaces verts en bas de chez-soi et qu'il faut aller voir plus haut, même en terme d'utopie. Du coup on négocie et on prend des chantiers avec [les châteaux de la région de Tours] (Azay le Rideau, Villandry, Candé). L'intérêt était que pour ces jeunes des quartiers qui se sentent parfois bien loin de la société civile et parfois complètement exclus puissent quand même accéder à tout cela.

Pour ces chantiers il y a deux formes d'indemnisations. Une collective donc là c'est le groupe qui reçoit une certaine somme et qui va travailler sur « qu'est-ce que j'en fais ? » et donc ils s'auto-organisent. Mais c'est surtout du loisir.

52 : 30

Il est clair qu'on a beaucoup de choses à faire encore sur ce public là, en terme de reconnaissance de la parole publique. Il faudrait qu'ils aient la même place que les autres acteurs, dans les processus décisionnels. Ils s'inscrivent dans une certaine représentation de la société. Ils sont représentatifs, après le débat est à partir de quel âge.

54 : 40 / L'action des jeunes :

En ce moment on a sur le quartier un groupe de filles qui réalise un reportage sur le quartier. Le but étant de faire parler les jeunes.

5. Grille d'analyse

	Mickaël CLÉMENT (Résoudre)	Sylvie TUR (APSER)	Cyril CARTO (FJT)
Les formes de participations non-formelles	<ul style="list-style-type: none"> - Un travail avec les jeunes [...] sur un projet qu'on appelle « Avant – Après ». - Et là on travaille sur quelque chose que l'on va mettre en place à partir de septembre, dans le cadre de l'Agora. C'est la mise en place de vidéomaton, comme un photomaton mais avec une vidéo, qui permettrait de reprendre les témoignages avec des habitants [pas spécifique aux jeunes], mais c'est monté avec des jeunes du quartier qui vont fabriquer complètement l'outil. 	<ul style="list-style-type: none"> - On a participé au niveau de la Vallée Violette, dans le cadre du réaménagement du territoire, il y a une fresque qui a été réalisée... - L'idée était qu'ils fassent des travaux d'aménagement du territoire mais pas sur leur territoire. Qu'ils aillent voir ailleurs. Et même plutôt sur des territoire un peu prestigieux en terme d'histoire. Donc dans le cadre des chantiers de remobilisation on n'a pas fait le choix de travailler sur les espaces verts en bas de chez-soi et qu'il faut aller voir plus haut, même en terme d'utopie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Oui, déjà dans notre organisation interne, on a des instances. On a chaque mois un conseil d'animations, les jeunes se réunissent de façon informelle et montent le programme des animations ensemble. Ce qui permet de partir d'envies individuelles et puis de les confronter au groupe. - On est plutôt sur des projets internes, mais pas que : « on veut aller en Italie aider les autres. »
Les acteurs relais en soutien des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Du coup on a travaillé spécifiquement avec un groupe de jeunes et des éducateurs de rue. Ça été quand même une commande des élus, de la préfecture. - Donc à un moment donné il y a tout un travail en amont, qu'on n'avait pas fait à l'époque et qu'on fait maintenant avec le vidéomaton. 	<ul style="list-style-type: none"> - On ne travaille pas directement sur l'urbain, mais la participation des jeunes et des jeunes adultes on la recherche constamment. - Par contre cette participation n'était pas pensée en amont. C'est-à-dire que c'est nous qui sommes intervenus pour raccrocher les jeunes à ce projet. - on a pu nous raccrocher un groupe de jeunes, accompagné d'un éducateur et du centre social qui a pu travailler sur la réalisation de cette fresque. - Du coup on négocie et on prend des chantiers avec [les châteaux de la région de Tours] (Azay le Rideau, Villedor, Candé). 	<ul style="list-style-type: none"> - On cherche des partenaire en Italie, on rencontre par Skype et puis on crée un groupe là-bas aussi, on échange et puis ça déroule sur un voyage. On cherche les financement avec les jeunes, on les associe au montage du projet, jusqu'au voyage. Donc là on est sur une logique ascendante, on part d'une idée des jeunes. - Les jeunes vont participer, mais on ne fait pas se travail d'association au départ, il n'y a personne à l'arrivée.
Une participation non prise en	<ul style="list-style-type: none"> - Alors ça n'a pas du tout, malheureusement, était écouté vraiment par les élus qui ont décidés. - Donc ça, ça n'a pas super bien marché 	<ul style="list-style-type: none"> - Il est clair qu'on a beaucoup de choses à faire encore sur ce public là, en terme de reconnaissance de la parole publique. Il faudrait qu'ils aient la même place que les 	<ul style="list-style-type: none"> - Il n'y a pas de place pour eux. Et après on dit que les jeunes ne participent pas. Mais si on a envie qu'ils participent, il faut aussi s'adapter à des rythmes.

La participation des jeunes aux projets urbains en région Centre – Grille d'analyse

compte par les élus	<p>parce qu'on a eu au bout d'un moment, on vous dit : « oui, vous pouvez » et puis le jour que les gens ont amené des idées, des choses qui n'étaient pas du tout farfelues. Vous savez, il y a des gens dans les élus qui font : « ah ben non, non on ne les écoute plus ! ».</p> <ul style="list-style-type: none"> - Et le jour où, on a fait une réunion de restitution et qu'ils se sont rendus compte qu'ils avaient plein de bonnes idées intéressante et bien les élus : « oh ben, non ! » et c'est tombé à l'eau. 	<p>autres acteurs, dans les processus décisionnels. Ils s'inscrivent dans une certaine représentation de la société. Ils sont représentatifs, après le débat est à partir de quel âge.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mais je continue de croire – ça renvoie à ma question sur l'éducation populaire – je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui on veuille qu'il y ait de la participation.
---------------------	--	--	---

CITERES

UMR 6173
*Cités, Territoires,
Environnement et
Sociétés*

Equipe IPA-PE
Ingénierie du Projet
d'Aménagement,
Paysage,
Environnement



35 allée Ferdinand de Lesseps

BP 30553

37205 TOURS cedex 3

Directrice de recherche :

Bresson Sabrina

Royfe Adrien

Projet de Fin d'Etudes

DA5

2014-2015

La participation des jeunes dans les projets urbains en région Centre

Résumé :

Présente depuis de nombreuses années (1950-1960), la participation a connue des hauts et des bas ces cinquante dernières années. Passant d'une pratique volontariste à ses débuts, émanant des habitants, à une injonction de la part des pouvoirs publics, à sa résurgence dans les années 2000, on a vu une multiplication des différentes formes de participation mises en place par les élus locaux. Cependant au fil des expériences, il est fait état d'un réel manque d'écoute et de prise en compte de la parole citoyenne par ces mêmes élus qui ont mis en place ces procédures participatives. Par ailleurs il existe une certaine ségrégation d'une partie de la population, qui n'ont pas la possibilité de s'exprimer dans ces instances. Les jeunes font partie de cette catégorie de population. « Des jeunes de quartier » en difficulté dans une société qui semble avoir évoluée sans eux.

Dans cette étude nous nous interrogeons sur l'existence d'une participation des jeunes dans les projets urbains. Pour cela la situation d'un quartier de politique de la ville sera étudiée au travers d'entretiens auprès d'acteurs relais en contact direct avec les jeunes.

Mots Clés :

Démocratie participative – savoirs – citoyen – jeunesse – stigmatisation – pouvoirs publics